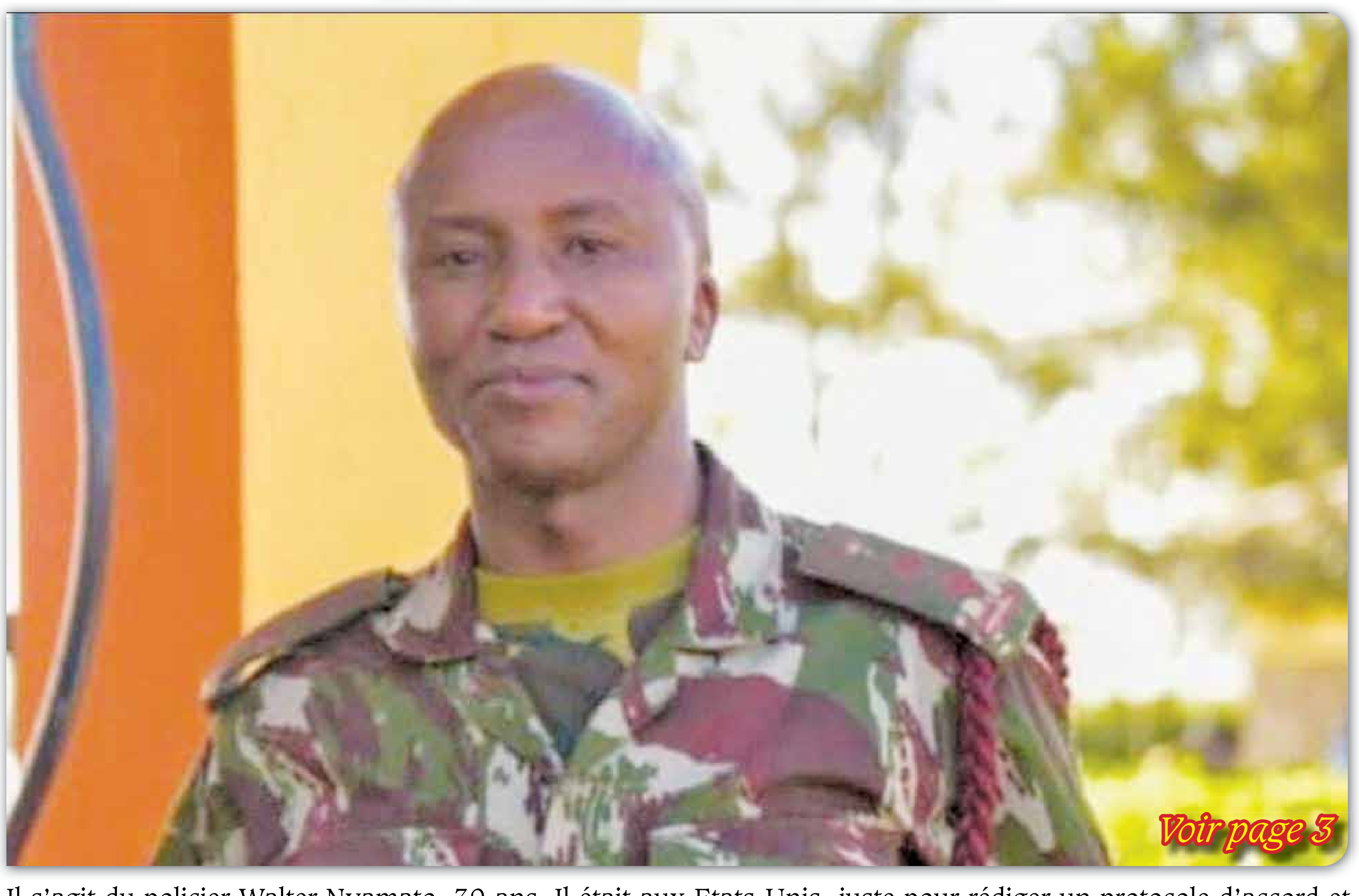
Vol 17 # 34 • Du 21 au 27 Février 2024 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

UN POLICIER KENYAN MORT À WASHINGTON



Voir page 3

Il s'agit du policier Walter Nyamato, 39 ans. Il était aux Etats-Unis juste pour rédiger un protocole d'accord et fixer une date pour le déploiement de la mission de sécurité de l'ONU et des États-Unis en Haïti.

UNE ORDONNANCE POLITIQUE!



Voir page 3

Le juge d'instruction Walther Wesser Voltaire a finalement rendu publique le 19 février 2024 son ordonnance de 122 pages, sur l'instruction du dossier d'assassinat, le mercredi 7 juillet 2021, de l'ancien président Jovenel Moïse









1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Que la collectivité prime sur l'individualité !

Par Berthony Dupont

Aujourd'hui, le peuple haïtien fait ses comptes et découvre déçu que bien peu de choses ont été réalisées dans la lutte contre la gabegie gouvernementale et la domination impérialiste. La situation actuelle reconnait-on est la plus grave de toute l'histoire du pays. Non seulement Ariel Henry continue d'occuper illégalement le bureau de la Primature, mais l'inflation ne cesse aussi de grimper avec des conséquences désastreuses irréparables.

Tandis que l'insécurité programmée par les forces dominantes continue sa course, une vague de répression déferle dans le dessein de détruire toute voix contraire. Dans le même temps, malgré la situation dégradante et dégradée, une autre phase du complot est en train de se préparer avec les charognards de Washington qui planifient l'arrivée d'une force occupante.

Face à cette catastrophe annoncée il en résulte inévitablement qu'une bataille d'avant-garde doit être engagée pour diriger l'opposition populaire. *Haïti Liberté* en tant que média alternatif au service d'une classe sociale bien déterminée appuie toutes attitudes collectives de lutte des masses tout en condamnant fermement les agissements ou propagandes individualistes équivoques. Dans les sociétés primitives d'ailleurs, les gens vivaient en communautés sans classes sociales, c'est pour cela qu'ils n'existaient pas de relations barbares d'exploiteurs et d'exploités. Le pouvoir d'offensive des masses populaires dans cette lutte est plus nécessairement approprié à la collectivisation qu'à une certaine individualisation.

Cela dit, on ne peut plus continuer à mobiliser le peuple pour renforcer la force collective et identifier en même temps le mouvement populaire à un certain individualisme primaire. En fait, minimiser ainsi le mouvement de révolte populaire pour chasser du pouvoir haïtien, l'ancien Premier ministre de facto Ariel Henry et le chambardement du système pourri de « *mouvement de Guy Philippe* » est une technique classique de désaccord avec l'objectif du mouvement.

Mais par manque de courage et d'objectivité, malgré que plusieurs manifestations monstres aient eu lieu dans plusieurs villes du pays, certains secteurs qui n'avaient aucun intérêt à une réussite de ces mobilisations ont fait le choix d'injurier voire dénigrer le mouvement en le liant tout bonnement à un individu au lieu de le lier au peuple. Et cette propagande n'a pas aidé la lutte, en fait elle n'a plutôt apporté que de l'eau au moulin de l'ennemi des masses en souffrance.

Notre journal ne s'inscrit pas dans cette démarche indécente, réduisant la lutte du peuple à un quelconque individualisme qu'il soit de droite ou de gauche. De même qu'on ne peut identifier une forêt grâce à un seul arbre, on ne peut pas attribuer non plus un mouvement de masse à un individu, même quand il serait de bonne volonté ou ferait partie prenante de l'ensemble.

La signification d'un tel procédé au sein d'un mouvement de masse ayant des revendications d'un projet national sent la traitrise tout en administrant une dose d'aliénation aux militants. Le véritable but de certains milieux soi-disant progressistes est de prétexter de la participation de Guy Philippe pour ne pas rejoindre les mobilisations populaires. Sur ce plan, il affaiblit tout bonnement la lutte populaire et cela reflète une position malhonnête de lutte de classe. Boycotter un mouvement ayant des revendications conséquentes du fait de l'apport d'un seul individu relève d'un support tacite réactionnaire à l'encontre de l'intérêt national.

Le peuple haïtien dont le souci et la volonté aujourd'hui sont de ne pas laisser bafouer ses aspirations de libération nationale doit être prêt par un combat déterminé, ses lourds sacrifices et à porter à y adhérer tous ceux et celles qui s'attachent farouchement à défendre au péril de leur vie les droits souverains et fondamentaux du pays.

Les véritables revendications populaires ne portent jamais un costume de sectarisme et ne choisissent pas leurs alliés. Dans la lutte collective des masses, n'importe qui peut émerger, dans la mesure où il apporte sa compétence, sa contribution valable et ce ne serait qu'un produit normal de la collectivité mais pas le fruit d'une propagande. A ce stade de la lutte, le mieux serait de tuer dans l'œuf le virus de l'individualisme qui représente un obstacle majeur au développement de toute action collective des masses.

Le capitalisme mène l'humanité à la catastrophe et à la barbarie. À nous de faire la différence, de faire progresser la conscience de l'autre au lieu de la laisser patauger dans la construction d'un château de cartes. À nous de déployer la campagne contre l'individualisme pour favoriser le combat collectif des masses afin qu'elles se dressent en une seule et vraie force pour balayer les fantoches qui ont confisqué leur vie.

Opposons donc l'unité des peuples et des travailleurs aux intérêts capitalistes. Notre devoir c'est de tenir intact l'unité des masses conscientes. Le combat contre l'impérialisme, contre l'exploitation et pour la paix de tous les peuples ne peut être mené que dans un mouvement uni de tous ceux qui ont pris conscience aux côtés des travailleurs pour renverser l'ennemi criminel.

Toute administration corrompue, antipopulaire a toujours besoin de minimiser ou diviser la lutte des masses. Un aspect majeur que l'impérialisme et ses valets locaux ont toujours utilisé de façon à poursuivre leur guerre intérieure contre les travailleurs en lutte.

Notre devoir n'est pas de faciliter l'ascension de l'individualisme sur le collectivisme. Nous devons être pour l'unité afin de combattre le capitalisme et l'impérialisme non pas aux divisions à l'infini des classes opprimées !

Une ordonnance politique!



Réginald Boulos



Ariel Henry



Michel Martelly

Par Marie Laurette Numa

Le juge d'instruction Walther Wesser Voltaire a finalement rendu publique le 19 février 2024 son ordonnance de 122 pages, sur l'instruction du dossier d'assassinat, le mercredi 7 juillet 2021, de l'ancien président Jovenel Moïse.

Cette ordonnance, faite à l'image de la corruption qui gangrène le pays, est truffé de mensonges et révèle combien la justice haïtienne est puante. Cette ordonnance qui a inculpé 51 personnes a-t-elle été faite par le juge ou précisément par Ariel Henry ? Il s'agit sans aucun doute du scandale de corruption le plus grave de l'histoire du pays, banalisant ainsi l'assassinat crapuleux d'un président en fonction.

Tout ce montage est en complicité avec l'administration américaine de Joe Biden, car l'ordonnance n'a indiqué aucune piste pouvant même suspecter les auteurs et co-auteurs intellectuels de cette forfaiture criminelle.

C'est la preuve par quatre, il semblerait que le juge Voltaire a été bien rémunéré pour produire une telle mascarade de façon à tourner en dérision la société haïtienne. Comme le juge ne se respecte pas lui-même, il a pris tout le monde pour des imbéciles, des ignorants. Il voulait nous faire croire que le nommé Ariel Henry n'a rien à voir avec cette affaire d'assassinat. C'est une façon de le déclarer innocent, lui qui vient de récidiver en cautionnant l'assassinat de 5 agents de la BSAP et en volant sur le champ les cadavres pour les inhumer en catimini dans une fosse commune.

Par cette ordonnance pour créer la confusion, on y voit beaucoup plus clair dans ce complot d'assassinat. A mesure qu'on essaie de cacher la vérité, les mains de certains responsables au sein du gouvernement et celles des puissances tutrices apparaissent davantage plus comme les principales forces criminelles.

Par cette ordonnance, le pays est apparu comme un repaire de terroristes puisque le juge a mis tout le gratin du monde dans le même sac. Mais il sait ce qu'il a fait, il a pris soin de ne pas y mettre son bienfaiteur Ariel Henry ancien Premier ministre qui kidnappe présentement la Primature les armes à la main.

Le juge en bon intelligent dans le langage haïtien n'a pas osé questionner d'où viennent les financements de ce crime odieux ? Il n'a retracé, ni entendu aucun des conspirateurs dénoncé par la clameur publique. Surtout les oligarques de la bourgeoisie patripoche qui avaient de grand démêlé avec le président sur des questions de contrats juteux coupés et de remboursement de fortes sommes d'argent empruntées à l'ONA.

Où sont passés les commanditaires Me le juge d'instruction ? À ce titre, il y a en effet un individu qui une semaine avant le crime avait laissé le pays et depuis lors, il n'est pas revenu. Il s'agit en fait de Réginald Boulos, ce commerçant qui a coutume de tout acheter y compris juge, avocat, commissaire de gouvernement et même les policiers à la Direction Centrale de la Police Judiciaire.

En fait, dans la cohorte de noms de présumés coupables renvoyés par devant le tribunal criminel pour être jugés, il y a de grands absents, qui sans doute sont grandement coupables. Nous pouvons citer entre autres Michel Martelly, Ariel Henry, Reginald Boulos, et Dimitri Vorbe.

Par cette ordonnance, qui n'est qu'une insulte à la nation, force est de constater que la corruption s'est installée au pays comme une véritable fourmilière et se répand dans tous les compartiments de la société sans aucun arrêt en contaminant corrompant les dernières enclaves d'intégrité.

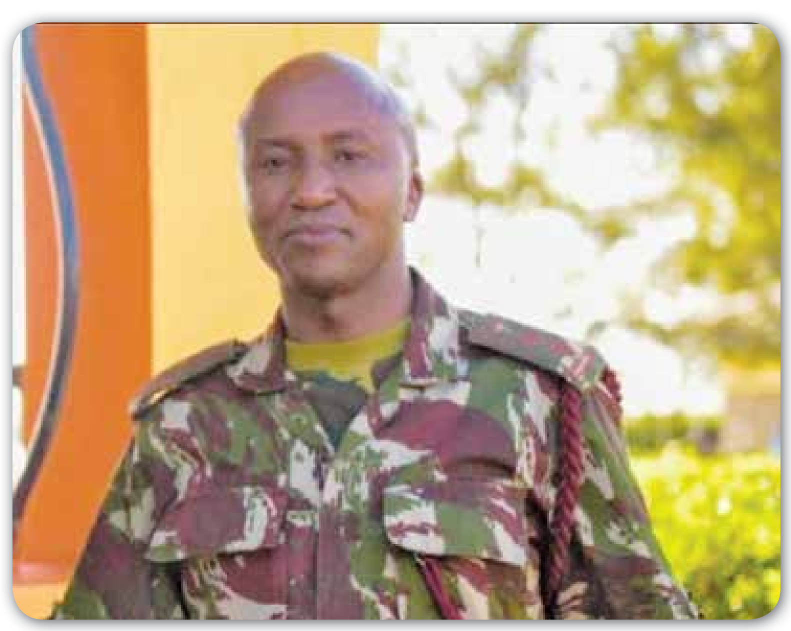
Cette ordonnance n'a rien d'une décision de justice, mais est bien un verdict politique bien huilé, décidé en haut lieu par les bandits internationaux pour se racheter. Ce complot n'a pas simplement les mains criminelles des forces colombiennes mais il a aussi celles de Washington, de la République Dominicaine et tant d'autres.

Pour l'édification de nos lecteurs, nous publions la liste des présumés inculpés jugés sur les faits d'association de malfaiteurs, de vol à mains armées, de terrorisme, d'assassinat et de complicité d'assassinat, crimes commis au préjudice de Son Excellence Jovenel MOÏSE.

1) Victor Albeiro Pineda CARDONA ;
2) Alejandro Giraldo ZAPATA ;
3) Manuel Antonio GROSO GUARIN ;
4) Jhon Jairo Ramirez GOMEZ ;
5) Jhon Jader ANDELA,
6) Neil Caceres DURAN,
7) Francisco Eladio Uribe OCHOA ;
8) Alex Miyer PEÑA ;
9) Jheyner Alberto Carmona FLORES ;
10) Enalber Vargas GOMEZ ;
11) Angel Mario Yarce SIERRA ;
12) Naiser Franco CASTAÑEDA ;
13) John Jairo SUARES ALEGRIA, ;
14) Carlos Giovanni Guerrero TORRES ;
15) Edwin Enrique Blanquicet RODRIGUEZ ;
16) Juan Carlos Yepes CLAVIJO ;
17) Gersain Mendivelso JAIMES ;
18) Christian Emmanuel SANON,
19) Joseph VINCENT ;
20) James SOLAGE ;
21) Jean Laguel CIVIL ;
22) Joseph Félix BADIO ;
23) Dimitri HERARD ;
24) Léon CHARLES ;
25) Claude JOSEPH ;
26) Jacques SINCÈRE ;
27) Marie Étienne Martine Joseph MOÏSE ;
28) Renald LUBERICE ;
29) Ardouin ZÉPHIRIN ;
30) Louis Edner Gonzague DAY ;
31) Francis CINÉUS ;
32) Miradieu FAUSTIN ;
33) Ashkard-Joseph PIERRE ;
34) Jeantel JOSEPH ;
35) Gordon Phénil DÉSIR ;
36) Emmanuel LOUIS ;
37) Bony GRÉGOIRE ;
38) Hubert JEANTY ;
39) Marky KESSA ;
40) William MOÏSE ;
41) Clifton HYPPOLITE ;
42) Élie JEAN-CHARLES ;
43) Rony FRANÇOIS ;
44) Ronald GUERRIER ;
45) Cléantis LOUISSAINT ;
46) Sadrac ALPHONSE ;
47) Ernst GERMAIN ;
48) Jude LAURENT ;
49) Frantz LOUIS ;
50) Faneck DELICAT ;
51) Arly JEAN.

Il est évident que cette ordonnance est un tract de propagande pour restaurer le gouvernement décrié, rien de ce qu'il contient n'inspire confiance et verité.

Un policier kenyan mort à Washington



Walter Nyamato

Par Isabelle L. Papillon

L'engagement du Kenya de fournir 1 000 policiers à la mission en Haïti a été bloqué par un tribunal de ce pays d'Afrique de l'Est, qui l'a jugé inconstitutionnel le mois dernier, mais le président kenyan William Ruto en bon mercenaire de même acabit que le Premier ministre de facto Ariel Henry insiste pour poursuivre le projet quelle que soit la décision de la Haute cour de son pays.

Sont-ce les 200 millions de dollars promis pour le projet qui mobilisent le président kenyan se demande plus d'un ?

C'est dans ce contexte qu'un séminaire de préparation a eu lieu à Washington, réunissant des délégations d'Haïti, du Kenya, des Etats-Unis et d'autres pays subalternes que l'Occident utilise comme son complice dans son obsession d'occuper une énième fois le pays.

Ainsi un policier kenyan qui faisait partie de l'équipe de 12 officiers de la délégation à Washington DC pour des discussions sur cette mission de sécurité prévue en Haïti a été retrouvé mort dans une chambre d'hôtel. Les autorités de la capitale américaine affirment qu'une enquête est en cours pour déterminer la cause du décès.

Il s'agit du policier Walter Nyamato, 39 ans. Selon les médias locaux, Nyamato faisait partie d'un groupe de hauts responsables de Nairobi. Il était aux Etats-Unis pour rédiger un protocole d'accord et fixer une date pour le déploiement de la mission de sécurité approuvée par l'ONU et les États-Unis en Haïti.

Aucune date n'a été fixée pour l'arrivée de cette soi-disant mission d'occupation ou de sécurité dirigée par le Kenya, le gouvernement haïtien pour sa part a annoncé mercredi dernier qu'il négociait un accord officiel avec Nairobi pour garantir coûte que coûte le déploiement.

Déclaration de la Centrale Autonome des Travailleurs Haïtiens (CATH)



Louis Fignole STCYR Secrétaire Général de la Centrale Autonome des Travailleurs Haïtiens

Par Louis Fignole STCYR

Mes chers et éminents Camarades,

La Centrale Autonome des Travailleurs Haïtiens (CATH), membre de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) et de la UIS TEXGAL attire l'attention du mouvement syndical mondial sur l'infamie que subissent les masses laborieuses haïtiennes à l'instigation du G-20 qui se réunira au Brésil le 22 Février prochain.

Après l'assassinat du Président Jovenel Moïse le 7 Juillet 2021, le CORE GROUP (Association des Ambassadeurs destructeurs, malfaiteurs, criminels des Pays du G-20 en Haïti) a imposé au peuple haïtien un système gangué bien composé de traitres de la patrie équipés de grosses armes de guerre pour enliser le pays dans la boue et détruire les vies humaines au profit de leurs intérêts mesquins. Le CORE GROUP, en violation de la constitution haïtienne, a imposé le Premier Ministre Ariel Henry pour diriger le pays, un croupion des puissances impérialistes accusé de complicité dans l'assassinat du Président Jovenel MOISE ; loin de prendre des initiatives pour freiner ce phénomène d'insécurité il ne fait que le renforcer au détriment du peuple haïtien qu'il dirige. C'est une gouvernance inactive, misérable, criminelle, sans vision, irrationnelle, sans programmes et projets politiques et de développement durable pour le pays. La CATH rétorque contre cette gouvernance de la honte, inhumain profitable à un groupe séculier, anti patrie, anti-peuple.

Pendant ces 30 mois de gouvernance illégitime du Premier Ministre Ariel Henry, avec l'appui des pays G-20, Haïti connait le pire moment de son existence. Le Premier Ministre Ariel Henry a entretenu des relations très étroites avec les gangs armés pour fermer presque toutes les entreprises du pays et mettre presque tous les travailleurs haïtiens (plus de 16,000 dans le textile) dans un chômage forcé sans espoir d'une reprise des activités puisqu'elles se délocalisent au profit de la République dominicaine. Cette gouvernance impérialiste crée les conditions pour fait voir toutes sortes de calamités qui sont entre autres :

Plus de cinq mille (5 000) assassinats en 2023 sous la dictée des pays impérialistes du G-20;

Des milliers de kidnappings contre rançons pour la libération des pauvres gens ;

Des milliers de femmes/filles de tous les groupes d'âge sont violées et maltraitées par des gangs armés ;

Des milliers d'enfants et de jeunes délinquants enrôlés comme soldats dans les armés des gangs ;

Plus de 450,000 déplacées internes fuyant les attaques, la fureur des gangs, la violence répétée sans cause apparente, abandonnant leurs maisons pour aller se réfugier en pleine rue, chez un(e) ami(e), sous un arbre, dans les lycées et écoles nationales sans espoir d'un lendemain meilleur;

Etc.

La CATH demande aux syndicalistes frères d'aider le peuple Haïtien dans sa détresse inédite, de sensibiliser le Président Luis Ignacio Lula Da Silva pour qu'il intervienne auprès du G-20 en lui demandant au moins de respecter la souveraineté du peuple haïtien et d'accepter qu'un Juge intègre issu de la Cour de Cassation soit installé comme Président provisoire conformément à la constitution pour diriger, stabiliser et organiser les élections démocratiques et transparentes afin que le pays puisse retourner à l'ordre constitutionnel, la condition sine qua non pour relancer les emplois à la satisfaction des travailleuses et travailleurs haïtiens.

Vive le mouvement ouvrier haïtien !

Vive le mouvement ouvrier classique !

Vive la démocratie !

Aba les impérialistes destructeurs, sans entrailles, sans foi ni loi !

Port-au-Prince, le 14 Février 2024

Sans commentaires : deux déclarations de Fanmi Lavalas !



Maryse Narcisse



Jodson Dirogène

Par Thomas Peralte

Maryse Narcisse a déclaré dans une interview au Nouvelliste à une question sur les mouvements de protestation de ces derniers jours à travers le pays pour exiger la démission du Premier ministre Ariel Henry: *« Fanmi Lavalas est à l'écoute et reste solidaire des revendications de la population qui réclame des changements profonds exprimés par le « chavire chodyè » traduisant leur volonté de rupture avec ce système basé sur la mauvaise gouvernance, les injustices sociales, la corruption et l'insécurité programmée. »*

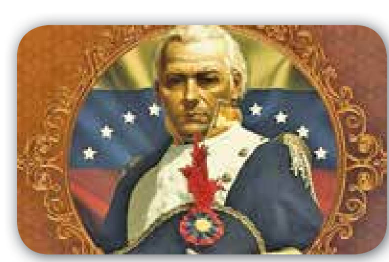
« La population n'en peut plus de tous ces bouleversements que nous vivons actuellement et de cette recrudescence de l'insécurité qui crée la terreur. Face à cette situation de crise multidimensionnelle, dont la majorité des victimes se retrouvent dans le camp des plus démunis et d'une classe moyenne presque en voie de disparition, Fanmi Lavalas reste plus que jamais engagée dans la recherche d'une solution haïtienne consensuelle qui réponde aux aspirations du peuple haïtien pour la paix, le progrès, la justice, la transparence et la participation. »

Deux à trois semaines plus tard, le porte parole de Fanmi Lavalas, Jodson Dirogène a pour sa part indiqué dans une autre interview à l'émission ''Panel Magik" : *« Nous ne pouvons pas demander au Premier Ministre Ariel Henry de démissionner, nous ne lui avons pas donné mandat »*

Dessalines à Francisco Miranda sur la question de la Révolution pacifique !



Jean-Jacques Dessalines



Sebastián Francisco de Miranda

Sebastián Francisco de Miranda y Rodríguez, dit Francisco de Miranda né à Caracas, le 28 mars 1750 a rencontré à Jacmel le fondateur de la Nation haïtienne Jean-Jacques Dessalines.

Se trouvant à Jacmel, [Dessalines] y vit arriver l'Espagnol Miranda, natif de Caracas, qui avait organisé une expédition en Angleterre et qui arrivait alors des États-Unis pour se porter à Carthagène d'où il espérait soulever contre l'Espagne toute la Côte-Ferme comprenant la Nouvelle-Grenade et le Venezuela, son pays natal. Présenté à l'Empereur, Miranda en fut bien accueilli; et quand il lui eut dit que son dessein était de proclamer l'indépendance dans ces contrées, de même qu'il l'avait fait pour Haïti, Dessalines lui demanda quels moyens il emploierait pour réussir un si vaste projet ?

Miranda répondit qu'il réunirait d'abord les notables du pays en assemblée populaire, et qu'il proclamerait l'indépendance par un acte, un manifeste qui réunirait tous les habitants dans un même esprit. À ces mots, Dessalines agita et roula sa tabatière entre ses mains, prit du tabac et dit à Miranda, en créole : *« Eh bien ! Monsieur, je vous vois déjà fusillé ou pendu : vous n'échapperez pas à ce sort. Comment ! Vous allez faire une révolution contre un gouvernement établi depuis des siècles dans votre pays; vous allez bouleverser la situation des grands propriétaires, d'une foule de gens, et vous parlez d'employer à votre œuvre des notables, du papier et de l'encre ! »*

« Sachez, Monsieur, que pour opérer une révolution, pour y réussir, il n'y a que deux choses à faire : « coupé têtes, brûlé les cases »

Miranda a acquis deux autres navires, le Bee et le Bacchus, ainsi que leurs équipages. C'est à Jacmel, le 12 mars, que Miranda a confectionné et hissé sur le Leander*, le premier drapeau vénézuélien, qu'il avait personnellement conçu.

Miranda rit comme tous les assistants de ces moyens expéditifs dont Dessalines avait fait un si grand usage. Il prit congé du terrible Empereur d'Haïti, et fut à Carthagène où il échoua dans son entreprise [1] il est mort à San Fernando, Cadix, le 14 juillet 1816.

Notes

[1] BEAUBRUN ARDOUIN, Études sur l'histoire d'Haïti, Paris, Chez B.....

*Une réplique du Santa María, l'un des trois navires avec lesquels Christophe Colomb est arrivé en Amérique en 1492

Kanperen : Ochan pou Marie Rose Cléïsse PIARD



Lantèman Marie Rose Cléïsse PIARD

J. Fatal Piard

Kriye pa leve lenmò

Pwovèb Ayisyen

Apre l te fin pase plizyè lane ap soufri anba grif asye maladi granmoun, se konsa nouvèl lanmò **Marie Rose Cléïsse PIARD** te sot tonbe ansanm ak lanjelis vandredi 9 fevriye a. Se yon flonn ti wosiyòl rèn chantrèl ki te estasyonnen alawonyay sou gwo pye mapou dèyè kay li a nan Balanyen, nan Kanperen ki te anonse nouvèl anmè kou fyèl bèf kabwa sa a. Wi, gou nouvèl lamò granni Kòy pat gou nan bouch pesonn nan katye a sitou nan bouch kòd fanmi l, zanmi l ak kòkòday li.

Se te detan lanjelis te fin mennen jounen 9 fevriye a nan tobout li katchapika lanmò madichon te rive jwenn ak bout fyèl gran moun nan. Se nan konsa l te dènye souf li te obije rive nan tobout li. Men tou Kòy te gen tan wè 98 1ye janvye blen plen kote l te gen tan manje anpil ti sale byen sale. Sa te fè kèk lane depi l t ap laloz pou fwenn lanmò pat kwaze ak li nan chimen jennen si m te konnen pou l pat ba l dènye kout kouto k ta pral koupe kou koukou a.

Apre plizyè jou monte desann pou fè planifikasyon nan Salon Finèb Repo Etènèl nan presbitè kot pè a ak nan responsab simityè a pitit li yo te deside òganize lantèman an pou te voye gran moun nan ale nan diyite li merite. Kadav **Marie Rose Cléïsse PIARD** te enstale nan legliz Sentàn ki nan Okan nan Kanperen jou k ap jedi 15 fevriye a 8 è nan maten pou lantèman an te chante. Nan lavèy nan aswè, se te nan menm legliz Sentàn nan pitit ak fanmi Kòy ta pral chita pou yo resevwa tout zanmi ki t ap vin pote solidarite ba yo nan moman difisil sa a.

Nan menm moman an koral Maranata Kòy te konn fè soprano ladan l te tou pwofite lage kèk grenn chante. Apre sa, te gen kote yo te woule kèk grenn chaplè detan yo t ap resite kèk grenn jevou Sali Mari. Epi manm koral yo te mande pou youn nan pitit li yo vin fè yon ti pale sou li. Sa Fatal te byen kontan fè. Apre, se te lakay Granni Kòy nan kalfou Lapriz veye a te al kontinve pou jis byen ta nan lannwit.

Jan Kòy te renmen sa lè l te vivan, se te anpil animasyon nan lakou kote l te abite a. Se te la tou, fanmi an te kontinye resevwa zanmi ki pat ka monte nan legliz la. Nan denmen ki te jedi 15 fevriye a kadav kò a tapral resevwa yon dènye ochan nan legliz la kote l te konn mache depi lè l te tou ti katkat. Apre fanmi an te fin resevwa salitasyon ak senpati nan men zanmi, yo te desann ak kadav la nan besment legliz la.

Se la Monsenyè Koasi, ki soti Kavayon, Pè Lourdy ki se kire pawas Kanperen ak yon lòt vikè ki te li anpil vèsè anvan yo te voye Kòy retounen kote l te soti a. Detan seremoni an Sè Anjèl te monte sou litren an pou l te di enpe nan tout sa l te konnen de bèlmè l. Nan finisman seremoni a anvan pè a te voye enpe dlo sou sèkèy Kòy la, l te mande pou youn nan pitit zantray defen an pou te vin bay temwayay li de lavi Kòy.

Temwayay sou lavi Kòy

Marie Rose Cléïsse Piard se te non batèm li, men yo te konn rele l Kòy, Nennenn, Marenn, Kòyè, Tant Kòy, Madan Chal elatriye. Kòy se te pitit Horacius Piard ak Télécide Chérestal. Li te fèt Kanperen jou ki te 11 septanm 1926. L se 3 zyèm pitit yon fanmi ki te gen Marie Lamercie ak Auguste. Apre l te fin fè etid primè l nan lekòl Kanperen l te desann lavil Okay pou l al fè brevè kote l te etidye kouti. Anplis metye koutiryèz la l te konn fè sou yon ti machin yon fil, Kòy te madan Sara tou.

E l te konn al achte ou byen al vann nan mache Kanperen, Disis, Manich, Dichiti ak Bomon. Nan jèn fi l li te fè kat pitit ak Dorméus Sylanne (Pè Dòm) ki te yon espekilatè. Patrick, (Pouy) ki travèse an oktòb 1988, Marie Rose Germaine (Jè), ki te asiste manman l jis nan dènye moman l yo, Jean Clavert (Kla), ki te travèse depi oktòb 2022, Jacques Fatal (Tato) ki te la tou pou mennen gran moun nan ale. Anplis 4 pitit sa a yo Kòy te pouse lage atè l te vin adopte Rose Jude Piard (Lili).

Kòy pat pouse Lili, men sa rive l te renmen l anpil menm jan ak pitit fon zantray li enm jan l te renmen klavè anpil tou (San n pa è jalouzi). E, Jèmèn menm jan ak Lili te rekonèt valè tout lanmou Kòy te gen pou yo. Se sa tou ki esplike volim rekonesans sa a fè 8 jou anvan gran moun nan travèse Lili te rantre vin wè l. Jèmèn menm ki te santi gran moun nan sou wout pou l ale te rentre vin ba yon dènye grenn pawòl. Men, sètwouve lòt obligasyon pat pèmèt Lili rete pou l te akonpaye l manman adotif li al nan dènye kote kadav li t al repoze a nan Jaden Memwa ak Lanmou. Nan yon premye tans, Sè Anjèl ki se bèlfi Kòy te pale de li.

Nan yon dezyèm tan se Tato ki te gen responsabilite pou l te pale tout moun yo de manman lanmou sa a pou l te di kouman l te yon bon manman ki te sansib anpil pou pitit li yo. Tato te menm konpare manman l ak yon inivèsite kote tout moun ki bezwen ka vin aprann tout kalib syans ki gen nan sosyete a « ***Youn nan pi bèl souvni m te gen de manman m, li touche m 50 lane apre. Se te nan lane 1974 detan l t ap manje epi de ran dlo t ap koule desann nan 2 grenn je l tonbe sou lestomak li. M mande l ki sa l en ? L reponn mwen konsa***».

«***Gade m pe manje epi m gen yon pitit nan Pòtoprens ki se Patrik sa ka rive l pase jounen an tou grangou***». Sa se te youn nan pi bèl temwayaj volim sansibilite Kòy te gen pou pitit li yo li te sakrifye tèt li pou l te leve yo ak bout zong nan lonè ak diyite. Men, pou sa ta pi byen fèt se chak pitit Kòy yo Patrik, Jèmèn, Klavè ak Lili ki pou te la pou yochak te bay temwayay pa yo de manman lanmou espesyal sa a.

Apre pè Lourdy te fin wouze sèkèy la ak dlo epi souke lansan sou li detan l pwononse yon bann pawòl kadav kòy te anbake nan yon kòbya Salon Finèb Repo Etènèl. San fòse , tout moun yo te swiv kadav Kòy lè l te fin soti nan legliz la pou yo te mennen l al repoze nan lapè pou tout tan nan Jaden Memwa ak Lanmou nan Jon Chanplwa. Sou tout wout la koral Maranata t ap voye tout bèl chante Kòy te renmen chante yo.

Jaden Memwa ak Lanmou

Gen de kote m wè yo antere kadav sa a pi mal pase lenmò. Men chan pou granni Kòy, li se 1ye moun ki antere nan Jaden Memwa ak Lanmou ki se yon espas tou nèf kote moun ki mete l sou pye fè konnen devwa l se respekte dwa mò yo kòm si yo te vivan. Selon sa antreprenè Kenold Calvert di nou simityè a fèt sou yon espas 10.000 m2, e se jou ki te jedi 15 fevriye a l e resevwa 1 ye kadav li ki se granni Kòy. Nan simityè modèn sa a w ap ka jwenn yon jaden ki gen tout kalte flè k sot tout kote sou latè. Pou jan pwopriyetè a Kenold Kalvert pale ak nou, se yon bonjan Jaden Memwa ak Lanmou.

« ***Jaden Memwa ak Lanmou se yon bèl espas nou fèk inogire nan Kanperen nan Jon Chanplwa. Anplis kote pou tere kadav yo, w ap jwenn yon chapèl, espas pou fè resepsyon, esnakba, blòk sanitè, jèdo ak yon tonm invèsèl kote pou w mete zo mò yo apre yo fin mete yo nan sachè plastik ki fèt pou sa. E n bay tout garanti tou konstriksyon yo pral fèt nan respè anviwonnman an*** »

Se konsa Kénold Calvaire te pale ak nou. E, pou jan n santi Keke koumanse trete kadav yo ak anpil respè moun pa menm bezwen pè mouri ankò. Antreprenè a te kontinye pou l fè n konnen tout zo mò yo gen yon kote espesyal pou yo ale. E rès kadav yo pral antere anba tè byen fon pou yo pa tounen yon azipopo ni pou sante moun ni pou sante anviwonnman an. Anpil lòt kote nan peyi a genote pou yo resevwa mò yo. Alòs nan Kanperen gen Jaden Memwa ak Lanmou kote se anpil lanmou pou memwa tout mò yo.

YON GWO MANMAN MAPOU TONBE NAN LAKOU A DIEUDONNE DIEUDONNÉ LIMONTAS



Se Manman nou ki travèse jou mèkredi
14 fevriye 2024 la, vè 6zè dimaten, nan Bouklin,
Nouyòk kote l t ap viv depi 54 lane.
Li te gen yon syèk 4 mwa ak 15 jou

Woukoukou pou li !
Nou swete l yon bon bowòm , nan jan pa li !
Sèt kout asòtò pou li.
Tchovi li yo se:

• Michel Limontas • Bob Limontas
• Andy Limontas • Fitzgerald Limontas

Dènye gran vwayaj la se pou samdi
24 fevriye 2024 la
Pou enfòmasyon rele 646 986 2238

Seremoni omaj pou ajan BSAP ki te sasinen Laboul yo



Ajan BSAP yo k ap rann omaj ak kòlèg yo



Legliz Monkamèl ki nan Kay-Jakmèl

Yon semèn apre sasinay Laboul la, moun nan vil kay-Jakmèl, te òganize yon veye patriyotik jou jedi 15 fevriye 2024 la pou te rann omaj ak viktim Ariel Anri yo. Nou vle pale 5 ajan Brigad Sekirite Zòn Pwoteje yo (BSAP), gouvènman kriminèl Ariel la te sasinen nan Laboul jou 7 fevriye 2024 la.

Vandredi 16 fevriye a menm, legliz Monkamèl ki nan Kay-Jakmèl te òganize nan maten yon mès pou manm Bsap yo tou, epi moun yo te rasanble pou lapriyè epi eksprime sipò yo pou fanmi mati sa yo ki nan lapenn yo.

Popilasyon an te òganize tou yon antèman senbolik pou onore memwa senk ofisye sa yo ki te sasinen gwojounen nan Laboul . Omaj yo te fèt ak diyite, mete aksan sou enpòtans ki genyen nan solidarite anfas advèsite.

Apre seremoni sa a, manm BSAP yo te boule foto ajan ki te disparèt yo. Apre sa, imaj yo te vin tounen sann yo antere nan yon twou ki fèt espesyalman nan katye jeneral BSAP-Sidès nan Kay-Jakmèl.

Pou konkli jou memorab sa a, yo te plante yon pye bwa, ki senbolize espwa ak rezistans nan memwa ajan BSAP yo ki te asasinen yo.

Yon moso nan yon deklarasyon MOLEGHAF met deyò



MOLEGHAF konstate depi lè gwoup asasen « PHTK » yo pran kontwòl pouvwa politik la, sa gen anviwon 13 lane, mas pèp ayisyen an ap fè fas ak yon sitiyasyon malouk, yon sitiyasyon koupe souf, kote Kondisyon lavi sosyal ak ekonomik yo pa sispann detèryore chak jou pi plis. Nou kapab wè klè, Aryèl Anri, Jovnèl Moyiz prezidan defakto te nonmen kòm premye minis anvan yo te sasinen li 7 jiyè 2021, se yon kriminèl k ap kontinye ak pwojè lanmò enperyalis meriken nan peyi a. Toupatou gouvènman sanginè li a tabli fwaye gang li pou kontwole tout espas mas pèp la konn òganize lavi yo.

Kontèks politik la, nan dènye tan sa yo fè pòtrè yon ansanm gwoup ame, politisyen ak boujwa tout plim, tout plimay mete kanpe pou kraze tout fòm rezistans popilè nan peyi a. Pandanstan, lavi chè ap taye banda, ensekrite ap vale teren, lavi pèdi tout sans li, pa gen lwazi, lekòl kraze. Peyi a ap vide desann ak tout boulin nan fon labim. Majorite popilasyon an pa ka sikile, madan sara ak peyizan yo paka sòti nan yon depatman pou al nan yon lòt ak pwovizyon yo, komès yo, san bandi p ap sezi yo, oubyen vyole, touye malere ak malerèz sa yo. Prèske tout popilasyon an pa genyen aksè ak pwodui premye nesesite yo. Sitiyasyon sa kapab ede n konprann nan pi wo nivo, kouman sistèm enperyalis la itilize lagè gang kont gang pou atake sistematikman pwojè byennèt kolektif la. Nan moman mas popilè yo ap chache chimen pou yo òganize yo, se nan menm moman an politik kriminèl la ap chache wout pou l renouvle tèt li nan bay pouvwa defakto Aryèl Anri a tout kalte sipò pou reyalize eleksyon de grenn gòch, eleksyon malatchong nan peyi a.

Konsiderasyon sa yo pa sèlman fèt sou politisyen yo, men nou kapab pote menm konsiderasyon sa yo sou òganizasyon ak santral ouvriye yo k ap kontinye fouye pwòp twou pou antere tèt yo anba dan patwon sousèd san yo. Lè n konstate kijan Apèd revoke ouvriye nan Izin «Apparel Prenium S.A» san prestasyon salè, san akonpayman sosyal, san dedomajman, epi menm ouvriye sa yo tounen lakay yo ap mache achte kredi nan tout kwen pou reponn ak bezwen madanm, mari, pitit yo, nou pa t ap ka pi endinye pase sa. Pou n ale pi lwen, nan gwo 21è syèk sa, n ap asiste kouman envestisè miltinasyonal yo makonnen ak leta nan peyi a kase ponyèt peyizan PLENN MARIBAWOU, vòlè tè yo pou bati izin faktori CODEVI. Peyizan ki te ouvriye agrikòl tounen ouvriye tekstil. Sa n ap dekri la, pa la yè… Pi pre nou la, nan lane 2023, pandan ouvriye yo nan mobilizasyon pou mande yon lòt kondisyon lavi ak bonjan kondisyon travay, patwon yo voye bandi al tire sou yo, sa ki mouri, sa ki pran kout manchèt. Lòt ki disparèt. Se dilere sa.





Entre crise politique et colère de la rue, un pays sans horizon !



Aux Cayes, des manifestants exigeant la démission de Ariel Henry

Après le blocage en justice, fin janvier 2024, de l'envoi par le Kenya d'une mission sécuritaire en Haïti, des centaines d'haïtiens en colère se sont mobilisés dans les rues de Port-au-Prince, contre l'actuel Premier ministre Ariel Henry, responsable selon eux d'une situation politique dans l'impasse depuis l'assassinat de l'ancien président Jovenel Moïse, en 2021. Entretien de TV5 Monde avec Frédéric Thomas

TV5 Monde : Pourquoi cette date du 7 février 2024 est-elle symbolique ?

Frédéric Thomas : Le 7 février est la date inscrite dans la Constitution pour la passation de pouvoirs à un président élu. Et Ariel Henry, le chef du gouvernement actuel avait, le 21 décembre 2022, annoncé qu'il passerait le pouvoir à un président élu, précisément, à cette date. Mais, il n'y a pas eu d'élections en 2023, et au contraire, la situation n'a cessé d'empirer. D'où, le ras-le-bol, de la population qui ne veut pas que cette personne reste en place sans mandat et avec aucune échéance en vue.



Frédéric Thomas

TV5 Monde : Pendant tout ce laps de temps, qu'a fait Ariel Henry pour mettre en œuvre un processus électoral ?

Frédéric Thomas : Il a nommé une Commission, un conseil de transition. C'était trois personnes sans véritable pouvoir et surtout sans volonté politique de négocier avec l'opposition ou avec la société civile. Cette société civile qui est vent debout contre ce gouvernement car, pour elle, il représente plus la communauté internationale que les Haïtiens et Haïtiennes, tant au niveau politique, social et économique qu'au niveau sécuritaire. À ce sujet, la situation n'a cessé de se dégrader sur place et, ce gouvernement, s'est montré inactif et même désintéressé du sort de la population.

TV5 Monde : Si depuis plusieurs semaines et même plusieurs mois, il y a des grèves, des manifestations, des violences, et notamment celle des gangs, c'est la personne d'Ariel Henry en tant que Premier ministre qui symbolise tous ces maux ?

Frédéric Thomas : Oui, parce que d'abord, il semble s'être accaparé du pouvoir. Il apparaît vraiment comme celui qui détient la clé du pouvoir en Haïti. Deux jours avant l'assassinat de Jovenel Moïse (NDLR : le dernier président haïtien élu à ce jour), Ariel Henry avait été nommé Premier ministre. Mais le mandat de Jovenel Moïse était déjà terminé, donc c'est quelqu'un qui n'a pas été élu, qui est très impopulaire, qui apparaît véritablement comme l'homme de paille de la Maison Blanche. Il ne fait rien et ne rend de comptes qu'à la communauté internationale mais pas à la population haïtienne. Il n'est intéressé que par l'idée de se maintenir en place. Aux yeux des Haïtiens et des haïtiennes il symbolise vraiment le statu quo, le blocage, le verrou qui empêche toute solution, toute sortie de crise.

TV5 Monde : On a vu Ariel Henry, participer à des sommets internationaux notamment au Canada, il y a quelques mois. Derrière lui et le gouvernement qu'il représente, y'a t-il des figures qui peuvent émerger pour envisager un futur politique alternatif ?

Frédéric Thomas : Oui. Voyez « l'accord de Montana » qui date du 30 août 2021 et qui réunit l'ensemble des acteurs de la société civile haïtienne, (les mouvements de femmes, les syndicats, les mouvements paysans, les mouvements de jeunes, les ONG des droits humains, les églises et des partis politiques) autour d'un projet, d'une transition de rupture.

TV5 Monde : Le problème, c'est qu'on ne veut pas de cette solution qui est sur la table depuis deux ans. Ariel Henry est toujours soutenu par la communauté internationale.

Frédéric Thomas : Ce sont des élections qui sont mises en avant par cette même communauté internationale et par le gouvernement Ariel Henry, depuis 2021. Mais on ne les voit pas venir. Et surtout on ne voit pas comment les organiser dans un contexte actuel où les bandes armées contrôlent plus de 80% du département de l'Ouest, où se trouve la capitale Port-au-Prince. On ne voit pas comment les organiser dans un contexte où il n'y a plus un seul élu à quelque niveau de pouvoir que ce soit. Donc, ce qui est à craindre, si c'est ce gouvernement-là qui organise des élections, c'est que ça accélère un peu plus la « gangstérisation » de l'État.

TV5 Monde : La violence des gangs en Haïti, a fait près de 5.000 morts, dont plus de 2.700 civils, en 2023, selon l'ONU. Pensez-vous que la situation pourrait empirer en Haïti ?

Frédéric Thomas : Oui, tout à fait. Et malheureusement elle va encore s'empirer tant que les bandes armées se nourrissent du vide de pouvoir. Tant qu'on n'aura pas cassé les liens qu'entretient la classe politique d'oligarchie avec ces bandes armées, on va vers le pire. Et malheureusement, Ariel Henry assure que ces liens sont maintenus.

TV5 Monde : La solution d'une force d'intervention internationale venue du Kenya censée appuyer les autorités locales dans leur lutte contre la violence endémique en Haïti s'éloigne un peu plus après un nouveau blocage de la Cour de justice kényane. Où en est-on dans ce dossier ?

Frédéric Thomas : Le gouvernement kényan qui croit que cette force d'intervention est tout à fait conforme à la Constitution a tout suite indiqué qu'il allait faire appel de cette décision. L'autre difficulté, provient du financement de cette mission. Tout cela semble compliqué, et loin d'être garanti, alors même que les autorités kényanes ont dit qu'elles n'enverraient personne sur le terrain tant que la totalité du financement ne serait pas assurée. Enfin et surtout, c'est une fausse bonne solution parce qu'une mission internationale qui va venir renforcer un gouvernement, une police pour lutter contre l'insécurité, quand ce gouvernement et cette police sont régulièrement dénoncés pour leur corruption, c'est très problématique.

TV5 Monde : Est-ce que, pour autant, la population rejette complètement l'idée ?

Frédéric Thomas : La population est désespérée, donc elle est prête à accepter cela, mais sans véritable espoir. Parce que, malheureusement, les Haïtiens et Haïtiennes ont l'expérience d'autres missions, par le passé, qui non seulement, n'ont rien réglé sur le fond, mais ont aussi entraîné toute une série de problèmes de violations de droits humains. Toutes ces missions ont finalement affaibli les institutions publiques haïtiennes. Ces expériences n'ont donc pas été concluantes.

TV5 Monde : Où en sont les relations entre Haïti et son voisin direct de l'île d'Hispaniola, la République Dominicaine ? C'était déjà très compliqué, il y a quelques mois. Est-ce que ça s'est arrangé ?

Frédéric Thomas : Non, au contraire. Ces relations sont exécrables parce que la République Dominicaine entend construire un mur le long de la frontière. Et elle utilise, de manière populiste, la crise en Haïti en rendant responsables les migrants haïtiens qui viennent travailler chez elle de tous les problèmes que connaîtrait la République Dominicaine. Et elle ne cesse d'en appeler à une intervention étrangère afin de régler ces crises. Il faut savoir aussi qu'Haïti est très dépendante économiquement de la situation du marché dominicain. D'un autre côté, une grande partie de l'oligarchie haïtienne qui est mise en cause par les sanctions du Canada, des États-Unis et pointée du doigt par l'ONU, collabore avec l'élite dominicaine, donc, Haïti, au milieu de tout ça, sert un peu de bouc-émissaire…

TV5 Monde : Faut-il attendre une aide de la diaspora haïtienne et est ce qu'elle a les moyens politiques et économique de se faire entendre ?

Frédéric Thomas : Il faudrait parler non pas d'une mais des diasporas parce qu'en fait il n'y a pas une vision univoque. Il y a beaucoup de divergences. Cette diaspora a un poids économique énorme. C'est d'ailleurs grâce à cela que le pays ne s'est pas complètement effondré. Les transferts d'argent venus de l'étranger représentent entre 25 et 30% du PIB haïtien, mais ce poids économique ne se traduit pas, pour autant, politiquement. Si bien qu'il y a des interventions, il y a des actions, il y a des interpellations des diasporas aux États-Unis, au Canada, là elles sont les plus fortes, mais jusqu'à présent, elles n'ont pas réussi à véritablement se faire entendre et encore moins à obliger Joe Biden à reconnaître l'échec de sa politique et à réorienter sa stratégie.

TV5 Monde : Mais ces diasporas, sont-elles vraiment impliquées ?

Frédéric Thomas : Il y a des mobilisations très fortes mais elles sont plus au niveau familial et économique. La crise a entraîné une très forte migration légale et illégale des haïtiens et haïtiennes qui essaient, par tous les moyens, de sortir du pays, de cet enfer. Mais au niveau politique, les actions restent bien en deçà de ce qui serait nécessaire.

(CETRI) sur TV5 Monde
15 février 2024

La BSAP, une épine au talon d'Ariel Henry !



Des agents de la BSAP

Par Catherine Charlemagne

(2e partie)

Depuis la déclaration de Guy Philippe faisant état de son intention de déclencher une révolution en Haïti, une grande partie de la BSAP (Brigade de Sécurité des Aires Protégées) a fait allégeance à cet enfant terrible de la République qui fait du départ d'Ariel Henry son premier objectif. En parcourant le pays, Guy Philippe ne cesse de comptabiliser des agents de la BSAP qui se rallient à sa cause et qui se reconnaissent dans sa stratégie révolutionnaire et ces derniers ne se font pas prier pour le rejoindre dans sa lutte contre le gouvernement de Transition. C'était l'occasion attendue par les autorités de la Transition, notamment le Premier ministre, pour prendre les décisions qui s'imposaient, selon eux. Ariel Henry et le Conseil des ministres ont commencé par frapper la BSAP par sa tête. Dans un arrêté pris en Conseil des ministres en date du 22 janvier 2024, Jeantel Joseph, l'homme fort de l'ANAP (Agence Nationale des Aires Protégées) a été purement et simplement révoqué. Par précaution, c'est une Commission qui a été formée pour prendre en charge la direction de l'ANAP en attendant qu'elle formule des recommandations pour restructurer l'organisme public, selon l'arrêté.

Ce qui attire l'attention dans cette décision, la Commission mise en place est composée presque exclusivement de hauts gradés des Forces Armées d'Haïti (FADH) et de la police nationale. Selon un extrait de l'arrêté, on peut lire « l'Arrêté du 10 mai 2017 nommant le citoyen Jeantel Joseph, Directeur général de l'Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP), est et demeure rapporté. Il est créé une Commission technique de restructuration de l'Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP) (article 2). La Commission a pour mission d'évaluer l'ensemble des activités de l'ANAP, d'assurer la gestion provisoire de l'Institution et de proposer au Conseil des ministres toutes mesures facilitant la restructuration et le bon fonctionnement de l'Organisme». « La Commission se compose comme suit : Monsieur Frantz Daniel Pierre, Coordonnateur ; Monsieur Prénor Coudo, membre ; Inspecteur général Jean Lyonel Trécile, membre ; Lieutenant Verby B. Jean, Forces Armées d'Haïti, membre ; Monsieur Jean Neslie Élie, membre», (article 4).

« *Un délai d'un mois, à compter de la date de publication du présent Arrêté dans le Journal Officiel Le Moniteur, est accordé à la Commission pour accomplir sa mission. Chaque semaine, la Commission adresse au Premier ministre un rapport sur l'état d'avancement de ses travaux. Sur proposition du ministre de l'Environnement* » (article 5). Sitôt l'information publiée au journal officiel de la République, *Le Moniteur,* le mardi 23 janvier 2024, comme l'on s'y attendait, les agents de la BSAP sont vite montés aux créneaux et ont pris fait et cause pour leur chef et déclaré ne pas reconnaître cette décision illégale. Ils arguent que ce gouvernement n'a ni titre ni autorité ni qualité pour prendre une telle décision. Selon eux, ils ont été nommés par un décret présidentiel, seul le Président de la République peut agir ainsi Or, il se trouve que, depuis plus de deux ans, il n'y a pas de Président.

Quant au désormais ex-Directeur général, Jeantel Joseph, si lui ne conteste pas la décision, immédiatement il s'est replié sur une base de la BSAP dans le Plateau central, à Hinche où, selon lui, il entend marcher sur Port-au-Prince en accord avec Guy Philippe pour renverser Ariel Henry. Depuis le chef-lieu du département du Centre, le mardi 23 janvier 2024, Jeantel Joseph a fait une démonstration de force avec les hommes de la BSAP. En prenant la tête d'une manifestation rassemblant une foule énorme, il affirme avoir le contrôle de tout le Grand-Nord et qu'il était prêt à rejoindre Guy Philippe pour abattre le régime de Transition. « Nous vivons un climat de violence néfaste au progrès économique. Je ne fais pas partie des personnes qui trahissent leur pays. Aujourd'hui, j'ai le contrôle de la situation dans le Grand Nord à l'instar de Guy Philippe dans le Grand Sud. Il est urgent de capoter ce pouvoir.

Je ne mens pas. Avec Guy Philippe et BSAP, nous savons comment faire pour libérer le pays qui a une potentialité et un nom dans l'histoire » avance l'ancien Directeur général de l'ANAP. Pendant ce temps, la BSAP parade et organise des manifestations un peu partout dans le Grand-Nord, notamment au Cap-Haïtien, à Ouanaminthe, à Port-de-Paix, à Hinche, à Fort-Liberté où on enregistre des dégâts matériels et des blessés. En fait, les agents de la BSAP rejoignent les milliers de contestataires qui gagnent quotidiennement les artères des villes du pays demandant tous la démission du Premier ministre Ariel Henry et de son gouvernement. Comme la BSAP, la population se mobilise sur tout le territoire pour réclamer la fin du régime intérimaire. Dans le Grand Sud, à Jérémie Grand'Anse, à Miragoâne les Nippes, dans le Sud-Est à Jacmel, aux Cayes dans le département du Sud, c'est à l'unisson qu'elle se soulève contre la présence du Premier ministre.

Dans l'Ouest, sous la houlette des partisans de Guy Philippe, particulièrement dans la région des Palmes, Petit-Goâve devient un foyer de contestataires qui, par des actions assez violentes, mettent à mal l'autorité de l'Etat, tandis que les dirigeants de la Transition se barricadent à Port-au-Prince. Une capitale qui n'est pas exempte de débordement depuis des semaines où les forces de l'ordre interviennent avec une violence inouïe sur les contestataires et curieusement sur les journalistes dont un, Jean-Marc Jean, a perdu un œil. En revanche, au Cap-Haïtien et à Ouanaminthe, la population et la BSAP n'ont pas été de mains mortes en attaquant des institutions publiques. Un comportement qui met en rage Pierre Espérance, le patron du RNDDH, qui compare les agents de la BSAP à des gangs qui sèment la terreur dans la région métropolitaine de Port-au-Prince.

Après que la douane de Ouanaminthe ait été pillée par la population le mercredi 24 janvier 2024, il dit ne pas comprendre que les autorités ne réagissent pas plus vigoureusement contre la BSAP. Invité le lendemain 25 janvier sur radio *Magik9*, Pierre Espérance crie sa colère *« La BSAP peut déstabiliser le pays car il y a un lien entre la BSAP et les gangs armés du pays, notamment les deux grandes coalitions de gangs de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, qui ont leur ramification partout. La BSAP compte sur ces gangs pour continuer la déstabilisation du pays. Les agissements de la BSAP ne sont en rien différents de ceux que nous reprochons aux gangs armés du pays. L'objectif de la BSAP est de prendre l'État en otage afin de déstabiliser encore plus le pays en facilitant le trafic de drogue, d'où les tentatives de contrôler les zones frontalières »* dit-il avant de rajouter : « *BSAP n'a pas la capacité d'affronter la PNH. Ce qui s'est passé à Ouanaminthe hier (mercredi 24 janvier 2024) c'est la ligne rouge qui a été franchie.*

En ce sens, si les plus hautes autorités de l'État ne sont pas de mèche avec ces individus, il n'y a pas d'autre disposition à adopter que de mettre l'action publique en mouvement contre ces personnes et les mettre sous les verrous. La BSAP n'a jamais été créée pour accomplir les tâches qu'elle accomplit présentement et la manière d'intégrer la brigade n'a jamais été transparente. En effet, pour intégrer la BSAP il fallait payer une somme entre 15 et 25 000 gourdes et être en possession d'une arme à feu. Les individus armés au sein de la BSAP sont aux environs de 600. La prise en charge de cet effectif en matière de nourriture est chiffrée à 21 000 dollars américains au quotidien. D'où provient cette somme » grogne Pierre Espérance du RNDDH sur radio *Magik9*. Finalement, il semble qu'Ariel Henry a écouté le patron du RNDDH. Le lundi 29 janvier 2024, en effet, le gouvernement revient à la charge et s'en prend cette fois aux agents de la BSAP après le chef de l'ANAP. Dans un Communiqué, il met cette structure publique pratiquement hors la loi. Dans le cadre de la restructuration lancée par la mise en place de la Commission, il fait obligation à tous les membres de la BSAP de déposer armes et uniforme afin, dit-il, de garantir la sécurité de la population.

Le Communiqué datant du lundi 29 janvier stipule « *Conformément à l'arrêté publié le mardi 23 janvier 2024 créant une Commission technique de restructuration de l'Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP), le gouvernement de la République d'Haïti, à travers le ministère de l'Environnement, demande à tous les employés et à toutes les personnes attachées à l'institution de se rapporter au bureau du ministère de l'Environnement le plus proche en vue de se faire recenser. Dans le souci de l'amélioration du climat sécuritaire du pays et de ramener la paix et la tranquillité pour toutes les Haïtiennes et pour tous les Haïtiens, à compter de la publication de la présente, aucun agent environnemental muni d'armes à feu quel qu'il soit, et sous aucun prétexte, n'est autorisé en uniforme ou non à circuler dans les villes. En attendant les directives de la Commission chargée d'évaluer l'ANAP et de faire des recommandations au gouvernement sur les réformes à adopter en vue d'améliorer l'efficacité et la légalité des interventions de l'institution en faveur de la protection de l'environnement, il est demandé aux employés et aux supplétifs de l'ANAP de rester dans les aires protégées où ils sont affectés* » recommande le gouvernement. Pour les agents de la BSAP, ce Communiqué est plus qu'une provocation.

C'est un « casus belli » ! Une déclaration de guerre, voire un défi qu'Ariel Henry leur a lancé. Sans tarder, la quasi-totalité des campements a rejeté la demande du gouvernement. Mais, ce sont les agents de la BSAP du département du Centre, les plus actifs, qui ont fait connaître leur position par rapport au Communiqué. Selon Joseph Jean-Baptiste, Responsable de la BSAP du Centre, le gouvernement cherche à jeter de l'huile sur le feu. Il n'est pas question de déposer les armes, encore moins de rester cloîtrés dans nos bases ou d'aller se faire recenser par la Commission. Les agents du Plateau central craignent un piège. Pour eux, pas question de mettre les pieds dans un bureau où se trouvent les membres de la Commission de restructuration. Ils ont peur de se faire appréhender par la police. Pour montrer leur détermination, leur attachement à leur chef Jeantel Joseph et marquer leur refus d'obtempérer aux injonctions du gouvernement, Joseph Jean-Baptiste et ses hommes en arme et en uniforme, ont parcouru les rues de la ville de Charlemagne Péralte, le mardi 30 janvier 2024 comme un défi au gouvernement.

La police n'est pas intervenue et a laissé ces hommes manifester leur mécontentement à travers les artères de Hinche, un des fiefs de la BSAP. Il faut dire que personne ne s'attendait à ce que les agents de cette institution déposeraient tranquillement les armes et rentreraient à la maison après la demande du pouvoir. L'ex-militaire Ashley Laraque, le porte-parole de l'association des anciens militaires, ne s'étonne point de la route prise par les agents de la BSAP. Selon celui qui s'exprimait sur *Magik9* le vendredi 26 janvier 2024, c'était prévisible que l'affaire prenne cette tournure. D'après l'ancien militaire, la BSAP n'a pas vraiment de mission, par conséquent les agents créent leur propre mission « Le gouvernement a créé un corps sans l'équiper, ils perçoivent rarement un salaire ou jamais. Il faut qu'ils aient un moyen de survie. Ils sont armés et ils ne sont pas payés, ils n'ont aucune mission. Les aires protégées ne leur sont pas définies. Ils n'ont pas d'autorités hiérarchiques.

Par conséquent, ils se donnent leur propre mission » théorise le porte-parole de l'association des anciens militaires qui souhaite que la BSAP demeure en détachement au ministère de l'Environnement mais placée sous l'autorité de l'institution militaire qui est la seule, selon la Constitution, habilitée à contrôler la circulation des armes à feu dans le pays. En tout cas, la série de décisions gouvernementales a eu l'effet inverse dans la mesure où même les villes où la Brigade de Sécurité des Aires Protégées n'a jamais fait parler d'elle rejettent catégoriquement ce Communiqué à l'exception de ceux du département du Sud qui disent vouloir se conformer à la décision du pouvoir. En signe d'allégeance aux autorités, le Centre de formation de la BSAP de Camp-Perrin a suspendu, jusqu'à nouvel ordre, toutes ses activités.



L'ex-Directeur général de la BSAP, Jeantel Joseph

Mais, dans l'opinion en général, certains estiment que ce n'était pas le moment de jouer avec le feu et que, dorénavant, la BSAP devient une épine aux pieds d'Ariel Henry et ses alliés politiques. Tandis que, pour d'autres, c'est un coup de pouce qu'Ariel Henry et son gouvernement apportent à Guy Philippe dans son projet de révolution en livrant sur un plateau d'argent tous ces hommes armés qui étaient déjà en rébellion contre le pouvoir. Enfin, si certains demeurent un peu sceptiques que Guy Philippe pourra rééditer le coup de 2004, vu le contexte politique vingt ans plus tard, d'autres, en revanche, y croient et pensent même que la conjoncture n'est guère différente, sinon pire, avec l'insécurité que font régner les gangs.

Ces derniers espèrent qu'une alliance entre Guy Philippe et Jeantel Joseph avec ces hommes armés qui ont déjà pris position en faveur de la population contre le régime de la Transition et qui viennent de perdre cinq des leurs, tués par la police dans des circonstances douteuses le 7 février 2024, peut être bénéfique pour la « révolution » que l'ancien chef rebelle de 2004 dit vouloir faire en Haïti. Ils croient que cette alliance entre ces deux hommes peut servir à mettre la pression sur la Communauté internationale et par la même occasion pousser cette dernière à revoir son soutien à Ariel Henry et, au-delà, contraindre l'équipe de la Transition à se démettre. **(Fin)**

C.C

Meet the Students Hitchhiking to Higher Education in Haiti



Verlande Cadet, GPJ Haiti

Sherlyne Ligène runs her clothing design business out of her home studio in Cap-Haïtien, Haiti. During her eight years of study, she regularly hitchhiked to school as she couldn't afford a motorbike taxi

For some Haitian students, navigating dangerous, dilapidated roads or catching a rider with a stranger is the only way to get to class.

by Verlande Cadet

CAP-HAÏTIEN, HAITI — Sherlyne Ligène spent five years studying to achieve her dream of becoming a fashion designer, but completing her studies wasn't the biggest challenge she faced.

To access her classes — at the Université Publique du Nord au Cap-Haïtien, a public university, and at SOS Children's Villages, a vocational school just over half a mile away — she had to navigate a long, dusty dirt road with no public transport options other than motorbike taxis. It's the only route available to students traveling from the north of Haiti's second-largest city to both colleges. For those who cannot regularly fund motorbike taxis, hitchhiking is their only option.

Ligène, who graduated in 2021 and now runs her own business selling her clothing and accessory creations, says the 30-minute journey by motorbike taxi to get to school via the neighborhood of Haut-du-Cap cost 150 Haitian gourdes (approximately 1 United States dollar); with no money coming in, she couldn't fund this mode of transport, so she hitchhiked each day.

"There were drivers who sometimes pretended to give us a ride," Ligène says. "We see them slow down but as soon as we start walking toward them, they drive off. This is very humiliating for us, especially when other people are watching."

As the cost of fuel has dramatically risen in Haiti, the price of a motorbike taxi ride has more than tripled to 500 gourdes (about 3 dollars) in the last two years.

The road has seen no improvement over the years. Students are often exposed to floodwater from the nearby river, making it impassable for motorbike taxis.

For those students who live in the south of the city, coming from Madeleine, a neighborhood in La Petite Anse, the one road to access the schools is also a dirt road, plagued with potholes. This road doesn't flood but is, like the northern road, dusty during the summer and muddy during the rainy season.

If students can't get to school by motorbike taxi or hitchhiking, many have to return home, unable to access their education that day. The colleges offer no transportation for their students, and road improvement announcements over the years have been met with skepticism by those who have endured these risky routes for years.

SOS Children's Villages, where Ligène studied haute couture, was established in Cap-Haïtien in 1989. The school offers nine vocational programs, including fashion design as well as plumbing, cosmetology and car mechanics, to more than 800 students, principal Sandy Gabriel says.

"Although the vocational school does not provide buses or alternative means of transport to students who come from near and far, they still manage to make the journey to school," Gabriel says. "Some of them take a motorcycle taxi and others hitchhike."

Down the road, serving around 2,000 students, UPNCH is one of 18 public universities in Haiti that come under the authority of the Ministry of National Education and Vocational Training, two of which, including UPNCH, are in Cap-Haïtien.

Sadrack Ordena, secretary general of the university and an alum, says when the school first opened in 2007, a bus was provided for students but it stopped running after two years — a decision she couldn't explain.

Students aren't the only ones who struggle with transportation. While some teachers have cars, those without who don't get rides with their colleagues also must hitchhike.

Splandeur Toussaint, a former student of UPNCH and now a part-time statistics professor at the university, says he has heard rumors of students and teachers being attacked during their daily journey to the schools.

"In general, people prefer not to talk about it," says Toussaint, referring to any attack on those who hitchhike to school. "I am not surprised that the victims' identities have not been revealed."

Ordena and Gabriel both deny anyone has been assaulted while traveling to the schools.



Verlande Cadet, GPJ Haiti

The road that leads to Université Publique du Nord au Cap-Haïtien and the SOS Children's Villages vocational school becomes dusty in the summer and muddy during rainy season



Verlande Cadet, GPJ Haiti

The entrance to SOS Children's Villages vocational school, left, and gates to the Université Publique du Nord au Cap-Haïtien

Haut-du-Cap police inspector Edrice Demesvar says he knows of one incident in March when a student was assaulted while hitchhiking to college. The student was attacked by the driver of the vehicle she had traveled in after he demanded payment for the ride; she suffered a broken arm. The driver has since been arrested, Demesvar says.

The risk of hitchhiking is a daily fear for many.

"I really don't like hitchhiking," says Lovenski Chery, a student at the university. "We can come across very nice people, but we are also propositioned and sexually harassed by others."

But while college bosses confirm they are taking steps to address the situation, they admit to having other projects they deem more important than securing a reliable and safe mode of transport for students.

"We are taking the necessary steps to get a bus for the students but we have other priorities at this time, such as building more classrooms due to the increasing number of students," Ordena says. "Insecurity is everywhere. Things are not as bad in Cap-Haïtien but we still worry about our students hitchhiking every day."

Cap-Haïtien Deputy Mayor Patrick Almonor was unavailable for comment.

Philippe Valcin, who is the coordinator of Assemblée de la Section Communale de La Petite Anse, the administrative division of La Petite Anse, says a project is planned to improve the north and south roads with funding from the World Bank, the United Nations Development Programme and the U.S. Agency for International Development. Plans include resurfacing the road and diverting the nearby river to the north to stop flooding following heavy rainfall.

Meanwhile, Ligène says she will never forget her years of hitchhiking. She remembers every humiliation and people telling her how wretched she was for hitchhiking to school.

"Hitchhiking was a cheap alternative for me," Ligène says. "I will never forget about this part of my life.



Verlande Cadet, GPJ Haiti

Student Jonas Ortil attempts to flag down a ride outside the vocational school where he is studying car mechanics

Some students doubt the project will ever move forward.

"We have been told the same things over and over again," says Jonas Ortil, a car mechanics student at the vocational school. "But I really hope something gets done; it would be such a relief for the majority of students like myself."

But now that I am building a career, I know that it definitely wasn't for nothing."

Verlande Cadet is a Global Press Journal reporter based in Haiti. Emeline Berg, GPJ, translated this article from French. This story was originally published by Global Press Journal.

L'ANTI-IMPÉRIALISME AUX ÉTATS-UNIS AUJOURD'HUI : CE QU'IL EST ET CE QU'IL N'EST PAS !



Les États-Unis utilisent de nombreux outils pour s'ingérer dans certains pays, l'empire américain n'a pas le droit d'intervenir dans d'autres pays, point final.

Par Stansfield Smith

Fidel Castro, que le monde entier reconnaît comme une figure historique de l'anti-impérialisme, a averti à plusieurs reprises que le principal danger pour l'humanité était l'impérialisme américain : *« Il existe un ennemi que l'on peut qualifier d'universel, un ennemi dont l'attitude et les actions [...] menacent le monde entier, tyrannisent le monde entier, cet ennemi universel est l'impérialisme yankee »*. Il s'est battu pour construire un front uni mondial contre l'impérialisme, des peuples et des pays du monde pour s'opposer aux actions barbares de l'impérialisme américain. Nous voyons cette unité anti-impérialiste en ce moment même avec les votes des Nations unies et les protestations mondiales contre les massacres américano-israéliens à Gaza, dans ce que le New York Times a appelé en 2003 "une deuxième superpuissance".

L'empire américain s'oppose non seulement aux mouvements révolutionnaires, mais aussi à toute lutte qui place la souveraineté nationale au-dessus des intérêts des entreprises américaines. Les États-Unis peuvent prétendre qu'il s'agit de la défense de la démocratie et des droits de l'homme, mais leur seule préoccupation est d'obéir à leurs diktats.

L'impérialisme utilise les questions de droits de l'homme et de démocratie dans les pays qu'il vise pour un « changement de régime » comme justification de l'ingérence étrangère. Il concocte des histoires d'horreur en matière de droits de l'homme – meurtres d'étudiants au Nicaragua en 2018, plans de viols et de meurtres massifs de Kadhafi en Libye, massacres massifs et viols de civils par le Hamas le 7 octobre, génocide chinois au Xinjiang, meurtre de Mahsa Amin par l'Iran en 2022, Evo Morales a volé une élection en 2019, la répression des manifestations de masse par Cuba en 2021, l'intervention « non provoquée » de la Russie en Ukraine, l'attaque chimique d'Assad en Syrie contre son propre peuple, le président vénézuélien Maduro truquant les élections, les partisans de Chavez tuant des manifestants en 2002, et bien d'autres encore. La seule vérité est que les grands médias américains nous mentent constamment pour obtenir du soutien à leurs interventions.

Comment les progressistes légitiment la propagande impérialiste de « changement de régime »

De nombreux progressistes avaient et même se joignent à ces campagnes de désinformation dans les pays visés par les États-Unis pour un changement de régime. Ils ne se contentent pas de dénoncer les violations des droits humains « venant de la gauche », mais contribuent à légitimer les histoires de propagande américaine, devenant pour elles des tapis roulants, conscients ou involontaires, dans notre mouvement. En conséquence, les gens en viennent à croire qu'un pays visé par un « changement de régime » pourrait être indigne de notre solidarité contre l'agression américaine. La question clé est mise de côté : l'empire américain n'a pas le droit d'intervenir dans d'autres pays, point final.

En revanche, les anti-impérialistes s'efforcent de découvrir et de mettre en lumière la désinformation et l'ingérence des États-Unis dans la souveraineté nationale d'autres pays. Par exemple, ce qui a été présenté comme un soulèvement populaire contre la « dictature » de Daniel Ortega au Nicaragua a été financé par des centaines de millions de dollars du gouvernement américain, ou encore le fait que les Casques blancs, prétendument un groupe « humanitaire » dans la « révolution » syrienne, ont été financés par le gouvernement américain. Les gouvernements britannique et américain et son chef sont liés au renseignement britannique MI6.

L'apologie sournoise de certains progressistes pour le changement de régime impérialiste remonte au moins à Léon Trotsky, qui a proclamé, par exemple, *« Je considère que la principale source de danger pour l'URSS dans la situation internationale actuelle est Staline et l'oligarchie qu'il dirige. »* (Staline après l'expérience finlandaise, 13 mars 1940) Quel que soit votre point de vue sur la conduite de Staline dans les années 1930, le monde savait qu'Hitler prévoyait d'anéantir la Russie soviétique, accueillie par la Grande-Bretagne impériale, la France et les États-Unis, avant et même après que l'Union soviétique ait été un allié de la Seconde Guerre mondiale. Mais pour Trotsky, le principal danger pour la Russie et la révolution était la dictature, pas l'impérialisme. Cette approche consistant à critiquer les dirigeants des pays ciblés, et non l'agression impérialiste, et à ne pas organiser de mouvements contre elle, est trop courante chez les progressistes d'aujourd'hui. Il dépeint un manque élémentaire de conscience anti-impérialiste.

Les anti-impérialistes comprennent qu'aucun pays ne peut avoir de véritable démocratie – quelle que soit l'image que vous imaginez – parce que les États-Unis s'efforcent constamment d'imposer des gouvernements serviles dans le monde entier. L'empire considère le monde comme son domaine, possédant 800 à 900 bases militaires en dehors de ses propres frontières. L'impérialisme américain est toujours vigilant, à l'affût d'une occasion de renverser un gouvernement « désobéissant ». « *L'histoire enseigne avec trop d'éloquence que ceux qui l'oublient ne survivent pas à l'erreur* », a déclaré M. Castro. Lorsque les pays ciblés vivent sous cette menace omniprésente, comment la liberté et la démocratie peuvent-elles s'épanouir ? Ils sont contraints de prendre des mesures pour protéger le droit humain de leur peuple à la souveraineté nationale.

Les pays ciblés commettent-ils de véritables abus ? Comment des peuples gouvernés pendant des siècles par des seigneurs impériaux, qui les traitaient comme des animaux humains, pouvaient-ils ne pas commettre d'abus lorsqu'ils sont soudainement arrivés au pouvoir et ont dû faire face à une pression impériale constante pour les renverser à nouveau ? Même avec des dirigeants révolutionnaires remarquables comme Fidel à Cuba ou la Russie sous Lénine, des abus ont été commis. Les anti-impérialistes rejettent la faute là où il faut en premier lieu : non pas sur les cibles de l'impérialisme américain, mais sur des siècles d'abus impérialistes envers leurs peuples – qui n'ont continué qu'une fois ces peuples arrivés au pouvoir.

L'incapacité de nombreux progressistes à saisir les outils d'intervention de l'impérialisme américain

Les États-Unis utilisent de nombreux outils pour s'ingérer dans les pays, se tournant vers l'invasion militaire en dernier recours lorsque tout le reste échoue. Les dirigeants du monde font constamment l'expérience de cette ingérence des États-Unis. Pourtant, les Américains, même les progressistes, n'en saisissent guère la portée. Julian Assange, qui reste emprisonné pour son travail inestimable, nous a donné une idée de la façon dont les dirigeants américains opèrent dans notre dos.

Les États-Unis interviennent également par le biais de coups d'État impliquant la CIA – au moins 27 opérations rien qu'en Amérique latine au XXIe siècle, presque toutes inconnues du public. La CIA et les agences d'espionnage militaires disposent d'un budget publiquement reconnu de 100 milliards de dollars pour les coups d'État, les assassinats et autres actions terroristes clandestines contre des pays que les grands médias qualifient de « violateurs des droits de l'homme ».

Les entreprises américaines soudoyent des personnalités gouvernementales étrangères pour vendre le bien-être de leur peuple aux intérêts américains. Nous savons très peu de choses sur la façon dont ils exercent constamment des pressions et du chantage sur les gouvernements, même si Confessions of an Economic Hitman (Confessions d'un tueur à gages économique) en fournit des exemples.

Peu de progressistes comprennent comment les dirigeants américains utilisent leur contrôle sur le système bancaire et commercial international comme une arme pour détruire d'autres économies. Ils ont le pouvoir de bloquer le commerce extérieur et le financement étranger d'un pays. Les États-Unis bloquent des pays et obligent d'autres pays à s'y conformer – la Corée du Nord depuis 1950 et Cuba depuis 1962. Ils bloquent la Syrie, l'Iran, la Russie et le Venezuela, kidnappant même leurs hommes d'affaires pour les faire « blanchir d'argent » parce qu'ils se livraient à un commerce légal. Il mène une guerre économique contre 30 pays supplémentaires, provoquant de véritables problèmes en matière de droits de l'homme. De toute évidence, aucun pays qui lutte pour survivre dans ces conditions ne peut permettre une liberté et une démocratie sans restriction. Cela a été démontré pour la première fois par la bienveillance et la démocratie de la Commune de Paris, qui a permis à ses ennemis de l'écraser, massacrant plus de 30 000 communards.

Les États-Unis utilisent leur domination sur les médias mondiaux pour présenter les gouvernements



Amy Goodman, présentatrice de Democracy Now. Photo : Democracy Now.

ciblés comme des acteurs néfastes. Elle contrôle neuf des dix plus grandes sociétés de médias, ainsi qu'Internet et les médias sociaux tels que Google, Twitter et Facebook. Dans le monde entier, ils diffusent de la désinformation présentée sous forme de « nouvelles », une arme souvent plus efficace que la puissance militaire américaine. Caitlin Johnstone a souligné : « Avant de lancer des missiles, ils lancent des campagnes de propagande. Avant de déployer des chars, ils déroulent des récits. Celles-ci font partie intégrante des campagnes de guerre, atténuant notre opposition aux interventions, souvent si habilement qu'elles recueillent le soutien en faveur d'une intervention parmi les forces anti-guerre – comme en témoignent les guerres en Libye, en Syrie et en Ukraine.

Nous savons peu de choses sur leur utilisation des ONG américaines et étrangères, financées tant par le gouvernement que par les entreprises, pour influencer la communauté et les organisations populaires d'un pays ciblé, comme cela a été le cas avec des groupes environnementaux et autochtones cherchant à renverser Rafael Correa en Équateur et Evo Morales en Bolivie. Même le « Printemps arabe » de 2011 a été manipulé pour imposer des régimes pro-impérialistes.

Nous en savons encore moins sur ce financement et cette manipulation du gouvernement et des entreprises des médias alternatifs et progressistes dans notre propre pays.



Des drapeaux en berne au Washington Monument de Washington, le 11 septembre 2015. (ANDREW CABALLERO-REYNOLDS / AFP)

Le véritable travail des anti-impérialistes consiste à découvrir et à éduquer les autres travailleurs sur les tentatives de coup d'État et les actions terroristes américaines, les pressions exercées par les entreprises sur des personnalités étrangères, la militarisation du système bancaire et financier international à travers la domination continue du dollar et l'utilisation des ONG en tant qu'outils de changement de régime. Il s'agit d'un authentique travail anti-impérialiste, qui ne critique pas les violations réelles ou inventées des droits de l'homme par les pays victimes, ni leurs réponses à l'agression américaine.

Les dirigeants nous disent à l'avance qu'ils envisagent de « changer de régime »

Ce n'est pas un mystère pour les progressistes que l'empire américain ciblera pour un « changement de régime » – cela est généralement bien rendu public à l'avance par des assauts de propagande médiatique sur les abus commis dans certains pays. Ou bien on nous donne des déclarations directes, comme lorsque Amy Goodman de Democracy Now a interviewé le général Wesley Clark en 2007, qui a révélé que les États-Unis avaient prévu en 2001 non seulement d'attaquer l'Afghanistan, mais sept autres pays : l'Irak, la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et l'Iran, ce qu'il a ensuite fait. Ou bien, en 2008, le Congrès a publiquement approuvé la demande de 400 millions de dollars du président Bush « pour financer une escalade majeure des opérations secrètes contre l'Iran ». Un an plus tard, le Mouvement vert antigouvernemental a éclaté, suivi de manifestations soutenues par les États-Unis en 2017-2019 et 2022. En 2012, Ron Paul a détaillé au Congrès les plans militaires visant à renverser le gouvernement syrien. Le film Ukraine on Fire d'Oliver Stone, largement regardé en 2016, examine le coup d'État fomenté par les États-Unis par des fascistes anti-russes, qui a renversé un gouvernement neutre et installé un gouvernement pro-OTAN menaçant la Russie.

Pourtant, ces avertissements publics n'ont pas empêché de nombreux membres du mouvement de soutenir les guerres contre ces pays, y compris Amy Goodman elle-même. Ils ont souvent déguisé à la fois le rôle et le soutien des États-Unis, adaptant même le langage de l'empire lui-même : non pas comme des guerres impériales contre des pays « désobéissants », mais comme des mouvements démocratiques populaires contre la dictature. En fait, nombre de ceux qui se déclarent ennemis jurés de l'empire américain s'opposent néanmoins aux mêmes gouvernements que nos suzerains impériaux : Cuba, le Nicaragua, le Venezuela, la Russie, la Chine, l'Iran, la Syrie et la Corée du Nord. Construire un front mondial uni contre la brutalité impérialiste leur semble étranger.

L'approche de ces peuples progressistes à l'égard de la guerre impériale : l'opposition initiale au bellicisme impérial, puis le soutien ultérieur à mesure que la propagande de guerre s'intensifie, camouflant l'intervention soutenue par les États-Unis comme des mouvements de démocratie et d'autodétermination, rappelle la conduite des partis marxistes il y a un siècle, lorsqu'ils se sont opposés à la guerre impériale jusqu'à ce qu'elle éclate en 1914. Ils se sont ensuite empressés de trouver des justifications à leur trahison.

Bien que cela illustre le manque de conscience anti-impérialiste de nombreux progressistes du Premier Monde, cela met également en évidence le pouvoir des grands médias d'influencer les défenseurs de la paix pour qu'ils soutiennent le changement du régime impérial américain – même s'ils croient qu'ils ne le sont pas. Cela montre à quel point les dirigeants américains peuvent encore manipuler le sentiment anti-guerre.

Les anti-impérialistes doivent être vigilants dans la défense de la souveraineté nationale contre les opérations de l'empire américain

Les anti-impérialistes s'opposent à l'ingérence américaine dans la souveraineté nationale d'autres pays. Il appartient aux peuples des autres pays de résoudre leurs propres problèmes, c'est leur droit démocratique fondamental de décider par eux-mêmes de l'avenir de leur pays. Nous devons toujours exiger que les États-Unis les laissent tranquilles afin qu'ils puissent accomplir leur tâche. C'est la manière la plus efficace de défendre leurs droits humains.

Notre tâche est de bâtir un mouvement qui fasse passer le budget du Pentagone, qui dépasse désormais les mille milliards de dollars, de la destruction d'autres pays à l'éradication du sans-abrisme et de la faim ici, en fournissant des soins de santé nationaux gratuits, des logements abordables et une éducation gratuite à l'université, souvent des droits de l'homme dont jouissent les peuples du pays. pays que les États-Unis cherchent à renverser.

Le mouvement anti-impérialiste, anti-guerre et des droits de l'homme ici serait beaucoup plus développé, plus puissant, plus lié aux luttes révolutionnaires mondiales si le temps que les progressistes consacrent aux défauts des pays ciblés par les États-Unis était plutôt consacré à dénoncer l'ingérence des États-Unis dans la vie de ces peuples Nous devons expliquer à nos camarades travailleurs les méthodes que les dirigeants américains utilisent dans notre dos pour « changer de régime » et pour manipuler les mouvements progressistes et ouvriers ici chez nous.

Nous entrevoyons une idée d'un front uni mondial contre l'impérialisme avec le mouvement contre la barbarie américano-israélienne à Gaza, un mouvement qui révèle également la tromperie habituelle des médias d'en-

treprise. Les 18 milliards de dollars fournis par les États-Unis pour maintenir l'apartheid israélien en 2023 représentaient presque les 20 milliards de dollars nécessaires pour mettre fin au sans-abrisme ici. Les 111 milliards de dollars dépensés depuis 2022 pour la guerre en Ukraine, que de nombreux progressistes ont soutenus – Biden souhaitant 60 milliards de dollars de plus – pourraient rendre les universités publiques gratuites (79 milliards de dollars par an) et mettre fin à la faim (25 milliards de dollars en 2016). Les climatologues de l'ONU affirment que 300 milliards de dollars par an permettraient de stopper l'augmentation des gaz à effet de serre, soit un quart à peine du budget militaire américain. Nous ne pourrons jamais atteindre ces objectifs humanitaires tant que les dirigeants américains savent qu'ils peuvent influencer les progressistes avec leur propagande de changement de régime. Mais nous pouvons y parvenir en développant une position anti-impérialiste et en nous opposant inconditionnellement à tous les projets de « changement de régime » de l'empire américain.

Orinoco Tribune
12 Février 2024
Traduction Bernard Tornare
20 Février 2024

La crise au New York Times



Le bâtiment du New York Times

Par Patrick Lawrence

Il est devenu évident pour beaucoup d'entre nous depuis le début du génocide à Gaza le 7 octobre qu'Israël risquait d'en demander trop à ceux qui étaient enclins à prendre son parti. L'État sioniste demanderait ce que beaucoup de gens ne peuvent pas donner : il leur demanderait d'abandonner leur conscience, leur idée de l'ordre moral, tout simplement leur décence originelle alors qu'il assassine, affame et disperse une population de 2,3 millions d'habitants tout en rendant leur terre inhabitable.

Les Israéliens ont pris ce risque et ils ont perdu. Nous pouvons désormais regarder des vidéos de soldats israéliens célébrant le meurtre de mères et d'enfants palestiniens, pendant qu'ils dansent et chantent en faisant exploser des quartiers entiers, tandis qu'ils se moquent des Palestiniens dans un carnaval de dépravation raciste qu'on aurait cru au-delà de ce qu'il y a de pire dans l'humanité, et certainement au-delà de ce que n'importe quel juif pourrait faire à un autre être humain. Le journal israélien Haaretz rapporte, contrairement aux médias américains, que les Forces de défense israéliennes sponsorisent secrètement une chaîne de médias sociaux diffusant ce matériel dégénéré dans le but de maintenir une haine maximale.

C'est une nation psychologiquement malade qui se vante d'infliger cette souffrance à l'Autre qui l'obsède. Le monde est invité – le summum de la perversité – à prendre part à la maladie d'Israël et à dire, devant un tribunal de La Haye il y a deux semaines, «c'est Non».

Il est peu probable qu'après Gaza et l'apartheid, Israël retrouve la place qu'il occupait, méritée ou non, dans la communauté des nations. Il fait désormais partie des parias. Le régime Biden a également pris ce risque, et il a également perdu. Son soutien aux brutalités quotidiennes des Israéliens a un coût politique élevé, ici et à l'étranger, et déchire l'Amérique – ses universités, ses tribunaux, ses législatures, ses communautés – et je dirais quelle fierté il parvient encore à tirer de lui-même. Lorsque l'histoire du déclin de l'Amérique en tant que puissance hégémonique sera écrite, la crise de Gaza y figurera certainement comme un marqueur important de la descente de la nation dans un bourbier d'immoralité qui a déjà contribué à l'effondrement de sa crédibilité.

Nous nous tournons vers les médias américains – médias grand public, médias d'entreprise, médias traditionnels. Quelle que soit la manière dont vous souhaitez les nommer, ils ont également joué et perdu. Leur couverture de la crise de Gaza a été si manifestement et imprudemment déséquilibrée en faveur d'Israël que nous pourrions considérer leurs manquements comme sans précédent. Lorsque les enquêtes seront menées et que les résultats seront connus, leurs déformations sans scrupules, leurs innombrables omissions et – la pire des offenses, à mon avis – leur déshumanisation des Palestiniens de Gaza auront encore entamé leur crédibilité déjà en déclin.

Nous arrivons enfin au New York Times. Depuis octobre dernier, aucun média américain n'a connu une chute plus importante suite à ses reportages sur Israël et Gaza. Et l'ancien journal de référence, assez étouffant au milieu de son orgueil bien connu, s'écroule au moment où nous parlons. Il a éclaté, selon de nombreux témoignages, y compris implicitement le sien, dans un tollé interne à propos de reportages en provenance d'Israël et de Gaza si minables – si manifestement négligents – qu'il ne pourra jamais, comme Israël, restaurer complètement sa réputation.

Max Blumenthal, rédacteur en chef de The Grayzone, a décrit la crise sur la Huitième Avenue mieux que quiconque dans le segment du 30 janvier de la webdiffusion quotidienne de The Hill, Rising. «Nous sommes confrontés à l'un des plus grands scandales médiatiques de notre époque», a-t-il déclaré à Briahna Joy Gray et Robby Soave. En effet. Cela illustre bien la gravité des corruptions délibérées du Times dans son utilisation effrénée de la propagande israélienne, et Blumenthal mérite le micro pour l'avoir dit. Depuis la fin de l'année dernière, The Grayzone a enquêté de manière exhaustive sur les «enquêtes» du Times sur la prétendue sauvagerie du Hamas et la prétendue innocence d'Israël.

Cela va bien au-delà du «baseball intérieur», comme le dit le proverbe. Nous disposons désormais d'une anatomie utilement complexe d'un journal influent à tort, alors qu'il abandonne abjectement au pouvoir la souveraineté qu'il est de son devoir de revendiquer et d'affirmer dans ses éditions quotidiennes. Il serait difficile d'exagérer les implications, pour nous tous, de ce que The Grayzone vient de mettre en lumière. Il s'agit du meilleur du journalisme indépendant, du pire du journalisme d'entreprise.

Ce que nous constatons en lisant le reportage quotidien du Times sur Israël et sur Gaza lorsque ses correspondants acceptent imprudemment les invitations à s'intégrer dans l'armée israélienne, c'est un journal peu disposé à remettre en question sa fidélité de longue date à Israël ou son service à la puissance américaine. Ces deux tendances idéologiques – bien plus que ce que voient et entendent ses journalistes – ont défini la couverture de cette crise par le journal. C'est du mauvais journalisme d'emblée.

Il était donc inévitable que le Times se fasse l'apologiste d'Israël dès que Tsahal a commencé sa frénésie de meurtres en octobre dernier. Ce n'était pas un carnage digne des Wisigoths, comme l'ont révélé de nombreuses séquences vidéo diffusées sur les réseaux sociaux et dans des publications indépendantes : il s'agissait d'une «guerre», une guerre menée non pas contre les Palestiniens mais «contre le Hamas» et Israël l'a combattu en «légitime défense». Le Hamas est «une organisation terroriste», il n'a donc aucune complexité ni dimensionnalité, et donc il n'est pas nécessaire d'y comprendre quoi que ce soit.

Il a été question de minimiser et de maximiser dans les pages du Times. L'intention génocidaire d'Israël est indéchiffrable pour quiconque se fie à sa couverture médiatique. La destruction physique de Gaza n'est jamais qualifiée de systématique. L'armée israélienne ne cible pas les non-combattants. Le journal a rapporté les déclarations choquantes des responsables israéliens, certains favorables ouvertement au génocide, au nettoyage ethnique, etc., seulement lorsque ces déclarations ont été si largement rapportées ailleurs que le Times ne pouvait plus prétendre que de telles choses n'avaient jamais été dites.

Le vainqueur du gâteau dans cette ligne est un article du 22 janvier de David Leonhardt, qui semble être l'un de ces journalistes de bureau à New York qui écrivent tout ce qu'on leur dit d'écrire. Sous le titre «La baisse des décès à Gaza», nous lisons que le nombre de décès palestiniens a diminué «de près de moitié depuis début décembre». Mis à part le fait que les faits enregistrés depuis ne semblent pas le confirmer, inviter les lecteurs du Times à célébrer un bilan quotidien de 150 morts au lieu de 300 se situe quelque part entre le manque de jugement et le mauvais goût. Mais on peut dire n'importe quoi, semble-t-il, pour adoucir la vision de la situation à Gaza.

Il y a aussi la question de l'humanisation et de la déshumanisation. Nous avons lu des articles du Times très nombreux et très détaillés sur les Israéliens attaqués le 7 octobre dernier – l'individualité étant essentielle pour façonner ce type de couverture médiatique – tandis que les Palestiniens ne sont qu'un flou indistinct et seulement dans la mesure où les correspondants du Times en parlent. Le Times a pleinement cédé à la prétention selon laquelle l'histoire a commencé le 7 octobre, effaçant les 76 années précédentes ou le siècle précédent, selon la manière dont on compte – l'histoire, c'est-à-dire celle dans laquelle l'histoire palestinienne est racontée. Il n'y a aucune histoire palestinienne dans les pages du New York Times, comme le montrera clairement une promenade dans les archives des quatre derniers mois. Le Times a récemment pris l'habitude de publier des exceptions à ces tendances dans ses articles, et j'y reviendrai en temps voulu.

Il y a un aspect de la couverture médiatique du Times qui doit être souligné, car il est essentiel à l'ensemble de celui-ci. Cela concerne la question de la preuve. Presque tous les reportages en provenance d'Israël, et en de rares occasions de Gaza, s'appuient sur des preuves que les correspondants du Times ont obtenues auprès de l'armée israélienne, de responsables du gouvernement israélien, de la police israélienne ou de personnes représentant une autre partie de la structure du pouvoir israélien. À certaines occasions, les journalistes du Times s'inspirent d'un thème des responsables de l'information israéliens et réalisent ensuite leur propre reportage – Blumenthal appelle cela un «reportage présumé» – pour présenter l'article publié par la suite comme un travail indépendant. Il y a deux choses à dire à ce sujet.

Premièrement, les Israéliens ont eu dès le début l'intention de manipuler l'imagerie de la crise à Gaza – à quoi elle ressemble – et l'effort pour garder un contrôle très strict des preuves, y compris de nombreuses «preuves» évoquées, a été essentiel pour y parvenir. Le fait que les Israéliens deviennent la source principale d'un correspondant – ou la seule source la plupart du temps – et que les correspondants acceptent cet arrangement implique un certain type de relation. Il est évident que cette relation est devenue une routine au cours des quatre derniers mois.

Deuxièmement, les correspondants du Times – et encore une fois leurs collègues d'autres journaux et chaînes de télévision occidentaux – ne soulèvent jamais de questions de qualité, de véracité, de provenance ou de chaîne de contrôle lorsqu'ils s'appuient sur des preuves ou des «preuves» fournies par les autorités israéliennes. De manière pro forma, ils noteront occasionnellement que tel ou tel récit des événements «ne peut être vérifié de manière indépendante». Mais la procédure – les Israéliens fournissent des preuves, les correspondants les transforment en reportages – est entièrement cachée. «Selon les responsables israéliens», «selon des sources militaires israéliennes», etc., c'est tout ce que les lecteurs obtiennent. Le rapport continue à partir de là, dans lequel les preuves ou «preuves» fournies par les Israéliens sont présentées telles quelles.

Dans tous les cas que je connais, dois-je ajouter, les histoires de ce type sont des histoires à source unique, même si elles présentent plusieurs voix disant la même chose dans des langues différentes. C'est une vieille astuce du Times et des autres médias grand public : 5 et 2 font 7, 4 et 3 font aussi 7, tout comme 6 et 1, et ainsi de suite. Je viens de qualifier la relation impliquée ici de routinière. Maintenant, je dirai que c'est une relation hautement répréhensible : à la base se trouve une symbiose dans laquelle le Times abandonne sa souveraineté et, corollairement, le Times occulte cet abandon à ses lecteurs.

Le traitement non professionnel des preuves et des «preuves» par le Times, pour énoncer ce qui peut désormais être évident, en a fait un instrument de propagande officielle alors que les crimes d'Israël à Gaza se sont multipliés ces derniers mois. C'est une affaire ouverte et fermée, comme le montre le dossier. Ce n'est pas une circonstance inhabituelle pour le Times : il est inévitable qu'un journal dans lequel les idéologies déterminent ce qui est publié assume ce rôle, ailleurs comme en Israël.

Mais la propagande, comme indiqué ailleurs, est grossièrement fabriquée dans la plupart des cas. Le propagandiste préfère de loin la simplicité et l'impact à la sophistication ou, Dieu le sait, à la nuance. Les Israéliens ne font pas exception à cette règle. Les correspondants qui font du trafic de propagande doivent donc faire très attention à éviter de reproduire des produits manifestement bon marché. C'est particulièrement vrai lorsque l'on travaille dans le cadre des relations que le Times entretient avec la machine de propagande israélienne, dont la production depuis le début de son assaut sur Gaza a souvent été primitive et manifestement exagérée. Si vous ne faites pas attention, vous risquez de vous retrouver pris la main dans le sac.

Jeffrey Gettleman semble avoir fait preuve d'une grande prudence dans ses reportages après avoir transité de l'Ukraine vers Israël immédiatement après les événements du 7 octobre. En toute honnêteté, il n'a rien fait d'autre que ce que font habituellement les correspondants du Times lorsqu'ils couvrent «l'État juif». «Il ouvrit grand et avala ce que les autorités israéliennes lui donnaient à manger : l'oie et le foie gras du fermier». Mais lorsqu'il a lancé une grande enquête pour dénoncer l'utilisation odieuse de la violence sexuelle comme arme de terreur par les milices du Hamas le 7 octobre, il ne semble pas avoir reconnu les histoires d'horreur extrêmement invraisemblables que leur racontaient les Israéliens. Apparemment, Gettleman ne pouvait pas non plus voir les immenses implications de son article une fois soumis à un examen minutieux qu'il n'aurait peut-être pas prévu.

L'imprudent Jeffrey Gettleman tient désormais le sac, s'efforçant, autant que l'on puisse le deviner, de récupérer un reportage qui me semble trop défectueux pour être sauvegardé. Son journal est désormais en ébullition. Il ne s'agit pas seulement de l'article de Gettleman : le problème est la couverture globale de la crise à Gaza par le Times. La relation routinière entre le Times et les autorités israéliennes est désormais exposée à plus de lumière qu'elle n'aurait jamais dû l'être. Idem pour les médiocrités molles, bâclées et non professionnelles que les médias grand public ont faites d'eux-mêmes.

Les Israéliens ont commencé à affirmer que les milices du Hamas étaient coupables de viols et de violences sexuelles lors de leur incursion du 7 octobre dans le sud d'Israël plus ou moins immédiatement après les événements de cette journée. Ils ont affirmé être en train de rassembler des «preuves considérables» – selon les termes de Gettleman dans son rapport initial du 4 décembre – à partir de témoins, de photographies et d'équipes médicales d'urgence. Dans le même article, Gettleman a cité un responsable de la police affirmant que des dizaines d'hommes et de femmes avaient été violés le 7 octobre. Les défenseurs des droits des femmes réunis à l'ONU à cette époque ont introduit l'idée que les abus sexuels présumés faisaient partie d'un schéma. C'étaient des armes systématiques, des armes de terreur.

Après ces premières affirmations, les autorités policières israéliennes semblent s'être subtilement mais rapidement adoucies. Non, il n'y a pas eu d'autopsie, les témoins étaient difficiles à localiser, les personnes présentes sur les lieux des incidents présumés n'ont pas recueilli de preuves, non, elles n'avaient rien à dire sur les entretiens avec les victimes de viols présumés. Le dossier de Gettleman du 4 décembre était, du moins par rapport avec ce qui allait arriver, suffisamment prudent – un article sur ce que nous savons et ce que nous ne savons pas. Mais la dérive était claire. «De nombreux témoignages et preuves documentaires des meurtres, y compris des vidéos publiées par les combattants du Hamas eux-mêmes», a écrit Gettleman, «soutiennent ces allégations».

Si j'ai bien lu le dossier de Gettleman, c'est par cette phrase qu'il a commencé à semer des ennuis. Il s'est avéré que les témoignages qu'il a cités se sont révélés spongieux et peu complets, les preuves documentaires prouvent peu et les vidéos, à moins qu'il y ait des vidéos dont nous ne connaissons pas l'existence, ne prouvent rien du tout. L'expression «témoignages et preuves documentaires» inclut un lien vers un long article sur les événements post-octobre 2014 du Hamas. 7 délibérations politiques qui ne font aucune mention de viol ou de violence sexuelle et n'ont rien à voir avec le sujet de l'article de Gettleman.

La signature de Gettleman n'est réapparue dans le Times que le 28 décembre, lorsque son vaste article d'enquête est apparu sous le titre «Des cris sans paroles : Comment le Hamas a transformé la violence sexuelle en arme le 7 octobre». Il prenait pour figure centrale «la femme à la robe noire». Il s'agit d'un cadavre retrouvé et filmé au bord d'une route le 8 octobre. «Dans une vidéo granuleuse», écrit Gettleman, «vous pouvez la voir, allongée sur le dos, la robe déchirée, les jambes écartées, le vagin exposé. Son visage est brûlé au point d'être méconnaissable et sa main droite lui couvre les yeux».

Gettleman rapporte que cette femme s'appelle Gal Abdush, une mère de deux enfants de 34 ans qui faisait

suite à la page(16)

L'aube se lève partout et le monde se réveille



Par Vijay Prashad

Le 2 février 2024, le peuple vénézuélien a célébré le vingt-cinquième anniversaire de la révolution bolivarienne. Ce jour-là, en 1999, Hugo Chávez a pris ses fonctions de président du Venezuela et a initié un processus d'intégration latino-américaine qui, en raison de l'intransigeance des États-Unis, s'est accéléré pour devenir un processus anti-impérialiste. Le gouvernement de Chávez, conscient qu'il ne serait pas en mesure de gouverner au nom du peuple et de répondre à ses besoins s'il restait lié à la Constitution de 1961, a poussé à une démocratisation de plus en plus poussée. En avril 1999, un référendum a été organisé pour créer une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle constitution ; en juillet 1999, 131 députés ont été élus à l'assemblée ; en décembre 1999, un autre référendum a été organisé pour ratifier le projet de constitution ; et enfin, en juillet 2000, des élections générales ont été organisées sur la base des règles établies dans la constitution nouvellement adoptée. Si je me souviens bien, il a beaucoup plu le jour où la nouvelle constitution a été soumise au peuple. Néanmoins, 44 % des électeurs se sont rendus aux urnes lors du référendum, et 72 % d'entre eux ont choisi un nouveau départ pour leur pays.

En vertu de la nouvelle constitution, l'ancienne Cour suprême du Venezuela - que l'oligarchie du pays avait utilisée comme mécanisme pour empêcher tout changement social majeur - a été remplacée par le Tribunal suprême de justice (Tribunal Supremo de Justicia) ou TSJ. Au cours du dernier quart de siècle, le TSJ a été perturbé par plusieurs controverses, en grande partie dues à des interventions de l'ancienne oligarchie, qui a refusé d'accepter les changements majeurs que Chávez a mis en place au cours de ses premières années. En effet, en 2002, les juges du TSJ ont acquitté les chefs militaires qui avaient tenté un coup d'État contre Chávez, un acte qui a indigné la majorité des Vénézuéliens. Cette ingérence permanente a finalement conduit à l'élargissement de la magistrature (comme l'avait fait le président américain Franklin D. Roosevelt en 1937 pour des raisons similaires) ainsi qu'à un contrôle législatif accru sur le pouvoir judiciaire, comme c'est le cas dans la plupart des sociétés modernes (telles que les États-Unis, où le contrôle des tribunaux par le Congrès est institutionnalisé par des instruments tels que la "clause d'exception"). Néanmoins, ce conflit autour du TSJ a fourni une première arme à Washington et à l'oligarchie vénézuélienne pour tenter de délégitimer le gouvernement Chávez.

En 2024, le nombre de personnes qui se rendront aux urnes dans le monde sera supérieur à celui de l'année précédente. Environ soixante-dix pays, représentant collectivement près de la moitié de la population adulte mondiale, ont déjà tenu des élections ou en tiendront cette année. Parmi eux figurent l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, l'Afrique du Sud, les États-Unis et le Venezuela, dont les élections présidentielles sont prévues pour le second semestre de cette année. Bien avant que le gouvernement vénézuélien ne déclare la date des élections, l'opposition d'extrême droite du pays et le gouvernement américain avaient déjà commencé à intervenir, tentant de délégitimer les élections et de déstabiliser le pays avec le retour des sanctions financières et commerciales. Au cœur du litige actuel se trouve le TSJ qui, le 26 janvier 2024, a refusé d'annuler une décision de juin 2023 visant à disqualifier la personnalité politique d'extrême droite María Corina Machado - qui a appelé à des sanctions contre son propre pays et à une intervention militaire des États-Unis contre le Venezuela - pour exercer des fonctions électives au Venezuela au moins jusqu'en 2029, voire jusqu'en 2036. Dans le cadre de cette procédure, le TSJ a examiné le cas de huit personnes qui s'étaient vu interdire l'exercice d'une fonction publique pour diverses raisons. Six d'entre elles ont été réintégrées et deux, dont Machado, ont vu leur déchéance confirmée.

La décision du TSJ a suscité les foudres de Washington. Quatre jours après la décision du tribunal, le porte-parole du département d'État américain, Matthew Miller, a publié un communiqué de presse indiquant que les États-Unis désapprouvaient "l'exclusion de candidats" des élections présidentielles et qu'ils allaient donc sanctionner le Venezuela. Les États-Unis ont immédiatement révoqué la licence générale 43, une licence du Trésor qui avait permis à la société vénézuélienne d'extraction d'or du secteur public Minerven d'effectuer des transactions commerciales normales avec des personnes et des entités américaines. En outre, le département d'État américain a averti que si le gouvernement vénézuélien n'autorisait pas Mme Machado à se présenter aux élections de cette année, il ne renouvellerait pas la licence générale 44, qui permet au secteur pétrolier et gazier vénézuélien de mener des activités normales et qui doit expirer le 18 avril. Plus tard dans la journée, M. Miller a déclaré à la presse qu'"en *l'absence d'un changement de cap de la part du gouvernement, nous laisserons cette licence générale expirer et nos sanctions se remettront en place"*.

La Charte des Nations unies (1945) permet au Conseil de sécurité d'autoriser des sanctions en vertu de l'article 41 du chapitre VII. Toutefois, elle souligne que ces sanctions ne peuvent être mises en œuvre que par le biais d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. C'est pourquoi les sanctions américaines contre le Venezuela, imposées pour la première fois en 2005 et renforcées depuis 2015, sont illégales. Comme l'a écrit le rapporteur spécial des Nations unies sur les mesures coercitives unilatérales, Alena F. Douhan dans son rapport 2022, ces mesures unilatérales sont susceptibles d'entraîner une surconformité et des sanctions secondaires en raison de la crainte des pays et des entreprises d'être punis par les États-Unis. Les mesures illégales imposées par les États-Unis ont entraîné des dizaines de milliards de dollars de pertes depuis 2015 et ont servi de punition collective contre la population vénézuélienne (forçant plus de six millions d'entre eux à quitter le pays). En 2021, le gouvernement vénézuélien a formé le Groupe d'amis pour la défense de la Charte des Nations unies afin de rassembler les pays pour défendre l'intégrité de la Charte et s'opposer à l'utilisation de ce type de mesures violentes, unilatérales et illégales. Les échanges commerciaux entre les membres de ce groupe ont augmenté et nombre d'entre eux (en particulier la Russie et la Chine) ont offert au Venezuela d'autres options que le système financier et commercial dominé par les États-Unis et leurs alliés.

Le mois dernier, Tricontinental : Institute for Social Research a publié une étude de référence, Hyper-Imperialism, et un dossier, The Churning of the Global Order, dans lesquels nous analysons le déclin de la légitimité du Nord global, le nouvel état d'esprit du Sud global et les mécanismes violents utilisés par le Nord global pour s'accrocher désespérément à son pouvoir. L'année dernière, les gouvernements des États-Unis et du Venezuela se sont rencontrés à Bridgetown, à la Barbade, sous le parrainage du Mexique et de la Norvège, pour signer l'accord de la Barbade. Selon les termes de cet accord, le Venezuela devait permettre que la disqualification de certains candidats de l'opposition soit contestée devant le TSJ et les États-Unis devaient commencer à lever leur embargo contre le Venezuela. Les États-Unis ont signé cet accord non pas en position de force, mais en raison de l'isolement auquel ils sont confrontés face à l'OPEP+ (composé de pays du Sud qui, en 2022, représentaient 59 % de la production mondiale de pétrole) et de leur incapacité à affirmer pleinement leur autorité sur l'Arabie saoudite. Pour tenter de relever ces défis, les États-Unis ont cherché à ramener le pétrole vénézuélien sur le marché mondial. Après avoir refusé de participer aux conditions fixées par l'accord de la Barbade, Machado a contesté sa disqualification devant le TSJ, dont elle prétendait honorer l'autorité. Mais lorsque le verdict lui a été défavorable, Machado et les Etats-Unis ont puisé dans leur boîte à outils et ont constaté qu'il ne restait que la force : retour aux sanctions et retour à la menace d'une intervention militaire. Le ministre vénézuélien des affaires étrangères, Yvan Gil, a qualifié la réaction américaine d'"interventionnisme néocolonial".

Le retour aux sanctions de Washington intervient alors que l'Associated Press a publié un rapport basé sur un mémorandum secret du gouvernement américain de 2018 qui prouve que les États-Unis ont envoyé des espions au Venezuela pour cibler le président Nicolás Maduro, sa famille et ses proches alliés. Nous n'aimons pas le dire publiquement, mais nous sommes en fait la police du monde", a déclaré à l'Associated Press Wes Tabor, ancien fonctionnaire de l'Agence américaine de lutte contre la drogue, au mépris évident de la violation du droit international par l'opération. Telle est l'attitude des États-Unis. Ce genre de raisonnement, qui rappelle les clichés des westerns hollywoodiens, régit la rhétorique des hauts fonctionnaires américains. C'est sur ce ton que le secrétaire américain à la défense, Lloyd Austin, menace les milices en Irak et en Syrie, affirmant que si elles peuvent "avoir beaucoup de capacités, j'en ai beaucoup plus". Dans le même temps, Austin déclare que les États-Unis répondront aux frappes sur leur base militaire en Jordanie "quand nous le voudrons, où nous le voudrons et comme nous le voudrons". Nous ferons ce que nous voulons. Cette arrogance est l'essence même de la politique étrangère américaine, qui fait appel à l'Armageddon quand elle en a envie. Ciblez Téhéran", déclare le sénateur américain John Cornyn, sans se soucier des implications d'un bombardement américain en Iran ou ailleurs.

Bien sûr, la frontière est mince entre la persécution des opposants politiques et la disqualification de ceux qui veulent que leur pays soit envahi par une puissance étrangère, en l'occurrence "la police du monde". Il est vrai que les gouvernements dénigrent souvent leurs opposants en alléguant qu'ils sont des agents d'une puissance étrangère (comme l'a fait récemment la sénatrice américaine Nancy Pelosi à l'égard de ceux qui, aux États-Unis, protestent contre le génocide israélien des Palestiniens, en les qualifiant d'agents de la Russie et en demandant au Federal Bureau of Investigations de les surveiller). Machado, cependant, a ouvertement fait des déclarations appelant les États-Unis à envahir le Venezuela, ce qui, dans n'importe quel pays, serait considéré comme hors limites.

En décembre 2020, j'ai rencontré plusieurs dirigeants de l'opposition vénézuélienne qui s'étaient opposés aux positions de changement de régime défendues par des personnes comme M. Machado. Timoteo Zambrano, un dirigeant de Cambiemos Movimiento Ciudadano, m'a dit qu'il n'était plus possible de se présenter devant le peuple vénézuélien et d'appeler à la fin du chavisme, le programme socialiste mis en place par Hugo Chávez. Cela signifie qu'une grande partie de la droite, y compris la formation sociale-démocrate de Zambrano, a dû reconnaître que ce point de vue ne pouvait pas gagner facilement le soutien de la population. L'extrême droite, composée de personnes comme Juan Guaidó et María Corina Machado, n'a pas l'estomac pour les processus démocratiques réels, préférant se rendre à Caracas sur le dos d'un F-35 Lightning II.

Quelques mois à peine après avoir promis un allègement des sanctions au Venezuela, les États-Unis ont repris leurs habitudes hyper-impérialistes. Mais le monde a changé. En 2006, Chávez s'est rendu aux Nations unies et a demandé aux peuples du monde de lire L'hégémonie ou la survie de Noam Chomsky, avant d'ajouter *: "L'aube se lève partout... C'est que le monde se réveille. Il se réveille partout. Et les gens se lèvent"*. Le 31 janvier 2024, Maduro s'est rendu au siège du TSJ, où il a déclaré : "Nous ne dépendons pas des gringos ou de qui que ce soit dans ce monde pour l'investissement, la prospérité, le progrès, l'avancement [ou] la croissance". Faisant écho à Chávez il y a dix-huit ans, M. Maduro a déclaré *: "Un autre monde est déjà né"*.

***Vijay Prashad** est directeur de Tricontinental : Institute for Social Research , rédacteur en chef de LeftWord Books à New Delhi, correspondant en chef de Globetrotter , chroniqueur pour Frontline. Historien et journaliste indien, il a occupé en 2013-2014 la chaire de l'Université américaine de Beyrouth et a été chercheur principal à l'Institut Issam Fares pour les politiques publiques et les affaires internationales à Beyrouth. De 1996 à 2017, il a été professeur d'études internationales au Trinity College de Hartford, Connecticut, États-Unis. Vijay Prashad est l'auteur de vingt-cinq livres.

Traduction, Chris & Dine
TriContinental 8 Février 2024

L'Alliance des États du Sahel révolutionne la géopolitique du continent africain



Non à la CEDEAO !

Le choix du Burkina Faso, du Mali et du Niger de quitter la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de créer l'Alliance des États du Sahel était évident, les principes et les règles de la charte de la CEDEAO n'ayant jamais été sérieusement respectés par ses membres. Une analyse de Franklin Nyamsi.

Depuis plusieurs siècles, l'Afrique est un théâtre d'opérations atroces, principalement conçues et mises en œuvre par les puissances occidentales. Ces opérations de terreur ont toujours le même objectif précis : piller les ressources humaines, naturelles et culturelles de l'Afrique pour les besoins de l'hégémonie économique, culturelle et politique de l'Occident.

Au XVIe siècle, l'organisation de la traite des Noirs est devenue la première grande attaque criminelle systémique des puissances occidentales contre l'Afrique. En décidant que la peau noire était un bon critère de discrimination entre les personnes libres et les esclaves sur l'ensemble du globe, les puissances occidentales ont créé un prisme pour regarder l'humanité à travers des concepts biologiques totalement absurdes et insensés. Walter Rodney l'explique très clairement dans son essai «*Et l'Europe sous-développa l'Afrique*», paru en 1972.

Au début du XIXe siècle, l'Afrique a dû faire face à une deuxième attaque massive de la part des mêmes puissances occidentales, après l'accomplissement de leur première accumulation capitaliste qui avait réduit en esclavage des millions d'Africains. La conquête coloniale de l'Afrique par la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique a été une ère d'innombrables crimes contre l'humanité.

Après les succès des Africains dans leur lutte contre l'occupation coloniale au cours du XXe siècle, notamment avec l'aide du bloc de l'Est dirigé par l'URSS et la Chine, une troisième attaque a été lancée contre le continent : une fausse décolonisation qui s'est déroulée dans les ex-colonies françaises. D'un côté, le président français Charles de Gaulle, qui a libéré son pays de la domination nazie avec l'assistance des troupes coloniales africaines, a de jure reconnu l'indépendance du continent. Mais d'un autre côté, ce même de Gaulle a mis en place un système néocolonial en maintenant les troupes françaises en Afrique.

L'Afrique-Occidentale française a été divisée en 15 pays, et la Banque centrale de la France a maintenu son contrôle sur les 15 économies africaines par le biais de la monnaie coloniale, le franc CFA. La France a soutenu les pires dictateurs africains à la tête de ces États et a contrôlé les idées africaines à travers la francophonie qui représente un système de valeurs et de médias.

La trace libyenne

La naissance de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) le 28 mai 1975, s'inscrit dans ce contexte de domination continue. Alors que le Royaume-Uni réorganise son hégémonie en Afrique avec le Commonwealth, la France crée la Françafrique, une mafia d'élites politiques françaises et africaines qui porte atteinte aux droits et à la vie des peuples africains. Deux des principaux créateurs de la CEDEAO en 1975, le général et président nigérian Yakubu Gowon et le général Gnassingbé Eyadema du Togo, étaient des putschistes soumis au contrôle anglo-américain et français. De facto, la CEDEAO a été créée sous les auspices de l'OTAN, la grande alliance occidentale. Tous les pays de l'OTAN continuent aujourd'hui d'interférer dans les affaires de la CEDEAO, d'une manière ou d'une autre. Les principes et les règles de la charte de la Communauté n'ont jamais été sérieusement respectés par ses membres, surtout par ceux qui participent aux activités de son organe de décision suprême, la Conférence des chefs d'État.

Voilà un exemple qui illustre la faiblesse évidente de la CEDEAO : lorsqu'en 2011, la Libye a fait l'objet d'attaques de l'OTAN, attaques qui ont mené à la prise de contrôle du pays par les forces terroristes d'Al-Qaïda et de l'État islamique, aucune organisation politique africaine n'a considéré cette attaque comme une atteinte à la souveraineté africaine. Pire, de nombreux dirigeants africains faisant partie de la CEDEAO et de l'Union africaine ont en revanche soutenu l'Occident et l'OTAN, reprenant à leur compte le discours mensonger de l'OTAN sur le régime de Mouammar Kadhafi. Ils ont prétendu que Kadhafi tourmentait son propre peuple, justifiant ainsi l'agression de l'OTAN. Cette attaque contre l'Afrique a été menée par les États-Unis sous Barack Obama, par le Royaume-Uni dirigé par David Cameron et par la France sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Comment comprendre que certains gouvernements africains acceptent ensuite une prétendue aide de la part de ces mêmes pays à des fins de lutte contre le terrorisme en Afrique ? Comment l'Afrique peut-elle accepter de coopérer en matière de lutte contre le terrorisme avec les pompiers pyromanes de l'Occident ?

«Comme on le soupçonnait à l'époque – et comme l'ont montré plus tard les courriels publiés de Hillary Clinton – l'OTAN a agi pour empêcher Kadhafi de fonder une banque centrale africaine avec sa propre monnaie garantie par l'or. Cette institution aurait remis en cause la puissance du dollar et aurait enfin permis à l'Afrique d'échapper à ses chaînes coloniales», écrit l'Américaine Ellen Brown, fondatrice et présidente du Public Banking Institute.

Quand, après l'agression de l'OTAN, des organisations terroristes ont envahi toute la zone sahélienne et notamment le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad, le Nigeria et le Cameroun, ces pays ont continué à coopérer avec l'OTAN au sein de l'Union africaine et de la CEDEAO, tout en sachant que l'OTAN était profondément impliquée dans la déstabilisation de l'ensemble du continent africain.

Les grands principes de l'Alliance des États du Sahel

Les dirigeants malien Assimi Goita, burkinabé Ibrahim Traoré et le nigérien Abdourahamane Tchiani sont les trois héritiers de l'idéologie panafricaniste dans l'Afrique d'aujourd'hui. Leur engagement politique s'inspire des ouvrages des plus grands penseurs africains, notamment Kwame Nkrumah, Amilcar Cabral, Marcus Garvey, Frantz Fanon, Cheikh Anta Diop, Théophile Obenga et bien d'autres. Ces dirigeants sont convaincus qu'il n'y a pas d'espoir pour les peuples d'Afrique s'ils n'assurent pas d'abord la souveraineté du continent et s'ils ne passent pas ensuite à l'acte pour mettre en œuvre cette vision précise de son destin.

C'est pourquoi la création de l'Alliance des États du Sahel, le 16 septembre 2023, a été une véritable révolution dans la géopolitique africaine. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont décidé de reconstruire l'interaction en Afrique de l'Ouest sur des principes radicalement différents. Tout d'abord, les trois dirigeants ont prêté serment à l'issue de processus politiques révolutionnaires et internes dans leurs pays. Leur légitimité ne vient pas de l'extérieur, mais résulte d'un mouvement endogène de leur peuple. Ainsi, le chef de l'État malien Assimi Goita est arrivé au pouvoir après une longue lutte entre la société politique civile et le régime d'Ibrahim Boubacar Keita, contre lequel le peuple malien s'était soulevé à cause de sa corruption, de sa dépendance au néocolonialisme français et occidental et de son incapacité à vaincre le terrorisme. Au Burkina Faso et au Niger, les régimes de Roch Christian Kaboré et de Mohamed Bazoum ont été chassés par les sociétés civiles pour les mêmes raisons. Cette résistance des peuples ouest-africains a gagné les armées, et des forces de patriotes révolutionnaires et panafricanistes ont ainsi émergé en même temps dans tous les éléments de ces sociétés africaines.

L'Alliance est destinée à établir une nouvelle géopolitique ouest-africaine fondée sur trois principes : la souveraineté, la liberté de choix des partenaires stratégiques parmi les puissances mondiales et la défense des intérêts vitaux des peuples africains. La souveraineté est impossible sans la sécurité de ceux qui décident. La reconquête des territoires des trois pays par leurs armées est donc une priorité cruciale. En même temps, la souveraineté signifie la responsabilité des dirigeants de chaque pays devant le seul souverain, le peuple.

La diversification du partenariat signifie que les pays ne lutteront pas contre le terrorisme en Afrique en coopération sur le terrain avec les puissances occidentales. C'est pourquoi l'Alliance entretient des relations profondes dans les domaines militaire, diplomatique et économique avec les plus grandes puissances du Sud global et du monde multipolaire. Il est clair que le destin de l'Alliance est de participer à la construction dynamique des BRICS pour éviter la suprématie du dollar et de l'euro.

Enfin, l'Alliance est pleinement engagée dans le dialogue interne entre les dirigeants et les peuples du Mali, du Burkina Faso et du Niger. C'est pourquoi l'Alliance s'autofinance et travaille avec acharnement pour assurer la coopération économique et culturelle, ainsi que l'intégration politique en tant que confédération d'États.

Lorsque la CEDEAO a menacé d'intervenir au Niger pour défendre le contrôle français illégitime sur les ressources stratégiques d'uranium dans le pays, le Mali et le Burkina Faso se sont levés à l'unisson pour défendre leur voisin. Ils ont bien compris que les menaces qui pèsent sur le Niger sont les mêmes qu'auparavant, enracinées dans la traite des esclaves et dans l'agression colonialiste, ainsi que dans l'occupation néocolonialiste occidentale, et ce depuis plusieurs siècles maintenant. C'est cette mémoire profonde de la tragédie commune de l'histoire africaine qui cimente la nouvelle éclosion en Afrique de la conscience et de la justice.

La différence entre la CEDEAO et l'Alliance des États du Sahel est évidente. Alors que la première a montré à maintes reprises sa dépendance face aux intérêts des puissances occidentales, la seconde œuvre ouvertement pour une Afrique souveraine et puissante, l'esprit libre, les mains libres, capable de façonner le renouveau de l'espoir chez toutes les nations africaines. En même temps, nous devons nous regarder dans notre propre miroir. La partie la plus difficile de la lutte africaine au XXIe siècle est de retrouver le génie africain à travers une mémoire critique de nous-mêmes, et de garder les yeux ouverts, avec beaucoup de lucidité, pour comprendre la réalité du jeu que mènent les puissances de ce monde.

RT France
14 février 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant à charge d'appel, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience du Mercredi 14 décembre 2022 contre le Sieur Géradson Doizil; Dit et déclare compétent pour connaître au pend à être jugée; Dit et déclare résilier le bail liant les parties; Ordonne en conséquence, le déguerpissement du sieur Géradson Doizil de la maison des requérants sise à Delmas 75, Rue Catalpa # 19, Impasse locativement au No. 150311073 ; Accorde sur le chef de l'expulsion l'exécution provisoire nonobstant appel et pourvoi en cassation; Réserve le droit aux requérants d'initier une action par devant l'instance compétence pour obtenir le montant des loyers ; Commet l'huissier Pierre Juste Clovis de ce siège pour la signification du présent Jugement Donné de nous Joseph Jean ALBERIC, Juge à l'audience civile, publique et ordinaire du Mercredi 08 février 2023, An 219ème de l'indépendance, avec l'assistance du Greffier Joseph Vladimir H. Romain
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc....
Me Raphaël BORGARD
Avocat

AVIS DE DIVORCE

Afin que nul n'en prétexte cause d'ignorance
Le Cabinet Laurenel LOUIS et associés avise le public en général et le commerce en particulier que le Sieur Neptune PAMPHILE, propriétaire, demeurant et domicilié à Delmas et identifié aux nos 003-639-107-4 / 1369011053, est en instance de divorce et en conséquence n'est plus responsable des actes posés par son épouse Jésula JOSEPH PAMPHILE, la femme née Jesula JOSEPH, tant dans sa vie privée que dans celle en publique.
Cet avis est donné à toutes fins utiles en attendant la procédure finale dudit divorce entr'eux conformément à la loi.
Me Laurenel LOUIS Avocat au Barreau de Port-au-Prince, PDG : LAWLEX/ CABINET LAURENEL LOUIS ET ASSOCIÉS

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite l'action; Admet le divorce du sieur PAUL BLANC BERNARD d'avec son épouse née ROCHENY DORESTY, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux, ordonne à l'officier de l'état Civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers, compense les dépens vu la qualité des parties; Commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; compense les dépens.
Donné de nous, FREDD'HERCK LENY, Juge en audience civile et publique en date du jeudi dix-sept Novembre deux mille vingt-deux, en présence de Me. ALBERT DARELUS, Substitut-Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier MOZART TASSY.
Il est ordonné......etc....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce du sieur Fragelus ANNESTAL, la femme née Anne-Marie FILS-AIME pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'officier de l'état Civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens; commet l'huissier Maxime CANDIO pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par Nous, NELSON CILIUS, Juge en audience civile et publique en date du jeudi vingt-neuf Septembre deux mille vingt-deux, en présence de Me. JEAN ROLEX MEROVE, Substitut-Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier MOZART TASSY.
Il est ordonné...etc....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, Le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce de la dame EMMANUEL ANDRE, née CARLINE THOMAS, d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; ORDONNE à l'officier de l'état Civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Vilneret GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge en Audience civile ordinaire et publique du jeudi vingt-sept Juillet deux mille vingt-trois, en présence de Me ALBERT DARELUS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.
Me. JEAN CLAUDE CHERUBIN, AV.-

La crise de l'électricité en Équateur : Qui détient réellement le pouvoir dans le pays ?

Par Anne Heater

Le monde entier a assisté à un défi sans précédent lancé à l'autorité par les barons de la drogue en Équateur lorsque, le 8 janvier 2024, des hommes armés banalisés ont pris d'assaut le bâtiment de TC Television et ont pris en otage tous les civils présents sur le plateau, en direct à la télévision. En réponse à cette action des barons de la drogue, le nouveau président du pays, Daniel Noboa, 36 ans, en poste depuis un peu plus de deux mois, a décrété un couvre-feu de 60 jours dans le pays et l'imposition d'un régime de «conflit armé interne» sur l'ensemble du territoire équatorien. Il est difficile de dire si ces deux mesures ont été mûrement réfléchies, compte tenu de la structure sociodémographique de la population du pays et du passé du président, comme nous le verrons plus loin, mais l'essentiel est là : la décision a provoqué une vague de ressentiment parmi les bandes criminelles qui ont fait la réputation de l'Équateur.

En fait, une guerre organisée des criminels et des cartels de la drogue contre le gouvernement a commencé. Des attentats à la bombe ont été commis dans des lieux publics, des émeutes ont éclaté dans les prisons et plusieurs affrontements avec les forces de l'ordre ont impliqué des mineurs. El Pais écrit que le pays est plongé dans la panique et le désespoir. De nombreuses personnes non impliquées dans la confrontation ont eu tendance à fermer les magasins et les restaurants et à rentrer chez elles, en attendant que le conflit



Ce natif de Miami, Daniel Noboa, âgé de 36 ans, est devenu président grâce aux encouragements de son père, le magnat de la banane Álvaro Noboa, qui s'est présenté cinq fois à la présidence de l'Équateur sans parvenir à obtenir le soutien de la population

soit résolu. Mais le conflit s'éternise. Dans ce contexte, le 10 janvier, Noboa a annoncé que l'Équateur était «en état de guerre avec les groupes terroristes». La déclaration a une grande résonance, mais le succès de l'action des autorités est très discutable. Le président et son père auront-ils assez de ressources pour contenir les opposants de la famille Noboa plutôt que le gouvernement ? Telle est la question clé.

Il convient de dire quelques mots sur le président de ce pays d'Amérique latine. Ce natif de Miami, âgé de 36 ans, est devenu président grâce aux encouragements de son père, le magnat de la banane Álvaro Noboa, qui s'est présenté cinq fois à la présidence de l'Équateur sans parvenir à obtenir le soutien de la population. Daniel Noboa est considéré comme l'héritier de l'entreprise familiale et de la fortune de son père. Il est facile de deviner quels intérêts politiques il représente. L'annonce récente du transfert d'anciens équipements militaires russes aux États-Unis devrait enfin dissiper tous les doutes existants. Dans la politique et les affaires équatoriennes, le fils ouvre la voie à l'aîné Noboa en éliminant les concurrents, ce qui, logiquement, déplaît aux barons de la drogue. C'est là que se situe le conflit d'intérêts au sein du pays. La famille de Noboa s'est vue rappeler qu'elle n'était pas seule dans ce festin.

L'équilibre délicat qui existait lorsque les mandataires habituels des différents clans étaient en politique a été rompu avec l'arrivée de Daniel Noboa au plus haut poste de l'administration. La combinaison d'une criminalité sophistiquée et du déséquilibre actuel des pouvoirs a créé un niveau de criminalité sans précédent dans le pays, bien qu'il soit officiellement inférieur à celui du Pérou ou du Venezuela. En conséquence, l'Équateur est devenu un point névralgique pour le trafic de drogue mondial et tous les groupes qui souhaitent contrôler ces flux et les profits qu'ils génèrent. C'est ce qui a conduit à la montée en puissance des cartels de la drogue, aux meurtres et carnages concomitants, aux émeutes dans les prisons et à une augmentation sans précédent du nombre de morts violentes (en 2023, leur nombre a doublé par rapport à l'année précédente).

En janvier 2024, les barons de la drogue ont organisé l'évasion de deux de leurs associés les plus célèbres des prisons équatoriennes : un chef de bande de Los Choneros, également connu sous le pseudonyme de Fito, et un chef de bande de Los Lobos impliqué dans l'assassinat du candidat à la présidence Fernando Villavicencio en août 2023. Alors qu'il était encore en prison, Fito a publié un clip vidéo dans lequel il se moque de l'incapacité des autorités à contrôler la situation dans leurs propres établissements pénitentiaires. Les autorités n'ont pas réagi à cette initiative. Cela n'a fait que discréditer le gouvernement fédéral dans le pays.

Le commerce de la drogue, surtout lorsqu'il est organisé comme il l'est en Équateur, peut être comparé à une énorme tumeur cancéreuse. En examinant les événements du XXIe siècle, on peut arriver à une conclusion naturelle : en règle générale, en Amérique latine, les États-nations ne disposent pas de ressources suffisantes pour lutter contre les cartels de la drogue. Il est inutile de parler d'une victoire totale sur ces derniers, car ils ont étendu leurs tentacules partout : dans la politique, les affaires et l'économie. L'Équateur en est l'exemple idéal. L'ampleur de la collaboration entre les gangs locaux et les cartels internationaux de la drogue, du Mexique à l'Albanie, est un exemple pour de nombreuses organisations internationales en termes d'organisation des contacts et de construction de relations. Enfin, les prisons équatoriennes ne semblent faire l'objet d'aucune surveillance, comme en témoigne l'exemple de la vidéo de Fito. Au contraire, ces institutions ont servi de centres de recrutement ces dernières années.

L'Équateur tente de lutter contre la puissante économie souterraine qui attire les jeunes chômeurs équatoriens par sa facilité à gagner de l'argent. Noboa s'est prononcé en faveur d'une guerre contre les cartels de la drogue. Mais est-il capable de la mener, même avec l'aide de l'armée ? Les empires de la drogue sont énormes et disposent de ressources financières considérables. D'une part, ils peuvent disparaître. D'autre part, ils peuvent soudainement réapparaître. Ils sont comme les dragons des contes de fées : coupez-leur une tête et deux autres pousseront à leur place. Alors, qui dirige l'Équateur ? Est-ce Noboa ? Puisqu'il est contraint de tenir compte des opinions et des actions des cartels de la drogue, il est évident que non. Mais parviendra-t-il à s'imposer au pouvoir ? Il a le soutien des États-Unis, qui l'ont porté au pouvoir. C'est une aide considérable. Mais nous devrons compter avant tout sur notre famille et notre peuple. La population soutiendra-t-elle le président ? Seulement si ce dernier fait preuve de force. Les barons de la drogue ne respectent rien d'autre que le pouvoir. Tout comme le Latino moyen.

Oriental Review
12 février 2024

Une nouvelle alliance africaine entame une révolution géopolitique sur le continent



Un partisan de l'Alliance des États du Sahel (ASS) tient une pancarte sur laquelle on peut lire "seule la lutte libère" lors d'un rassemblement pour célébrer le départ du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à Bamako, le 1er février 2024. OUSMANE MAKAVELI / AFP

Par Dr Franklin Nyamsi

Pourquoi le choix du Burkina Faso, du Mali et du Niger de sortir de la CEDEAO et de créer l'Alliance des États du Sahel était-il évident ?

Depuis plusieurs siècles, l'Afrique est le théâtre d'opérations atroces, principalement conçues et mises en œuvre par les puissances occidentales. Ces opérations de terreur ont toujours le même but précis : piller les ressources humaines, naturelles et culturelles africaines pour l'hégémonie économique, culturelle et politique de l'Occident.

Au XVIe siècle, la première grande attaque criminelle systémique des puissances occidentales contre l'Afrique a été l'organisation de la traite des Noirs. En décidant que la peau noire était un bon critère de discrimination entre libres et esclaves sur l'ensemble du globe, les puissances occidentales ont créé un prisme pour appréhender l'humanité à travers des concepts biologiques absolument absurdes et insensés. Walter Rodney l'explique très clairement dans son essai Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique, publié en 1972.

Au début du XIXe siècle, l'Afrique a dû faire face à une deuxième attaque massive des mêmes puissances occidentales, après que leur première accumulation capitaliste, en réduisant en esclavage des millions d'Africains, ait été accomplie. L'invasion coloniale de l'Afrique par la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique est devenue une ère massive de crimes contre l'humanité.

Après que les Africains ont réussi à lutter contre l'occupation coloniale au cours du 20e siècle, notamment avec l'aide du bloc de l'Est dirigé par l'URSS et la Chine, une troisième attaque a été lancée contre l'Afrique : un faux processus de décolonisation qui s'est déroulé dans les anciennes colonies françaises. D'une part, le président français Charles De Gaulle, qui a libéré son pays de la domination nazie avec l'aide des troupes coloniales africaines, a officiellement reconnu l'indépendance de l'Afrique. D'autre part, le même Monsieur De Gaulle a organisé un système néocolonial en maintenant les troupes françaises en Afrique. L'Afrique occidentale française a été divisée en quinze pays, et la banque centrale française a maintenu son contrôle sur quinze économies africaines par le biais du franc CFA, une monnaie coloniale. La France a soutenu les pires dictateurs africains à la tête de ces États et a contrôlé les idées africaines par le biais du système de valeurs et de médias de la Francophonie.

La trace libyenne

La naissance de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), le 28 mai 1975, s'inscrit dans ce contexte de domination continue. Alors que le Royaume-Uni réorganise son hégémonie en Afrique à travers le système du Commonwealth, la France crée le système de la Françafrique, une mafia d'élites politiques françaises et africaines qui s'en prend aux droits et à la vie des peuples africains. Deux des principaux créateurs de la CEDEAO en 1975, le général Yakubu Gowon du Nigeria et le général Gnassingbe Eyadema du Togo, étaient des putschistes sous contrôle anglo-américain et français. De facto, la CEDEAO a été créée dans le cadre de la grande alliance occidentale, l'OTAN. Toutes les puissances de l'OTAN continuent aujourd'hui à intervenir dans les affaires de la CEDEAO, d'une manière ou d'une autre. Les principes et les règles de la charte de la CEDEAO n'ont jamais été sérieusement respectés par ses membres, en particulier par ceux qui participent à son organe de décision le plus élevé, la Conférence des chefs d'État.

Voici un exemple qui illustre la faiblesse évidente de la CEDEAO. Lorsque la Libye a été attaquée en 2011 par l'OTAN, ce qui a conduit à la prise de contrôle effective du pays par les forces terroristes d'Al-Qaïda et d'ISIS, aucune organisation politique africaine n'a considéré cette attaque comme une atteinte à la souveraineté africaine. Mieux encore, de nombreux dirigeants africains de la CEDEAO et de l'Union africaine (UA) ont soutenu l'Occident et l'OTAN, et ont répété le faux récit de l'OTAN concernant le gouvernement de Mouammar Kadhafi. Ils ont prétendu que Kadhafi exécutait son propre peuple, justifiant ainsi l'agression de l'OTAN. Leur attaque contre l'Afrique a été menée par les États-Unis de Barack Obama, le Royaume-Uni de David Cameron et la France de Nicolas Sarkozy. Comment comprendre que certains gouvernements africains puissent ensuite accepter la soi-disant aide de ce même pays pour lutter contre le terrorisme en Afrique ? Comment l'Afrique peut-elle accepter de coopérer dans la lutte contre le terrorisme avec les pompiers pyromanes de l'Occident ?

« Comme on le soupçonnait à l'époque - et comme l'ont montré plus tard les courriels publiés d'Hilary Clinton - l'OTAN a agi pour empêcher Kadhafi de fonder une banque centrale africaine dotée de sa propre monnaie garantie par l'or. Cette institution aurait remis en cause la puissance du dollar et aurait enfin permis à l'Afrique d'échapper à ses chaînes coloniales », écrit Ellen Brown, écrivain et conférencière américaine, fondatrice et présidente du Public Banking Institute.

Lorsque, après l'attaque de l'OTAN, les organisations terroristes ont envahi toute la zone sahélienne, et notamment le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad, le Nigeria et le Cameroun, ces pays ont continué à coopérer avec l'OTAN au sein de l'UA et de la CEDEAO, tout en sachant pertinemment que l'OTAN était profondément impliquée dans la déstabilisation de l'ensemble du continent africain.

Les grands principes de l'Alliance des États du Sahel

Le dirigeant malien Assimi Goita, le dirigeant burkinabé Ibrahim Traoré et le dirigeant nigérien Abdourahamane Tchiani sont les trois héritiers de l'idéologie panafricaniste dans l'Afrique d'aujourd'hui. Leur engagement politique s'inspire des travaux des plus grands penseurs africains, notamment Kwame Nkrumah, Amilcar Cabral, Marcus Garvey, Franz Fanon, Cheikh Anta Diop, Theophile Obenga et bien d'autres. Ces dirigeants sont convaincus qu'il n'y a pas d'espoir pour les peuples d'Afrique s'ils n'assurent pas d'abord la souveraineté de l'Afrique et s'ils n'agissent pas ensuite pour réaliser cette vision précise du destin de l'Afrique.

C'est pourquoi la création de l'Alliance des États du Sahel, le 16 septembre 2023, est une véritable révolution dans la géopolitique africaine. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont décidé de reconstruire l'interaction en Afrique de l'Ouest sur des principes radicalement différents. Tout d'abord, les trois dirigeants ont prêté serment à l'issue de processus politiques révolutionnaires et internes à leurs pays. Leur légitimité n'est pas externe, mais résulte d'un mouvement endogène de leur peuple. Au Mali, le leader Assimi Goita est arrivé au sommet de l'État après une

suite à la page(16)

Suite de la page (12)

la fête avec son mari le long de la frontière avec Gaza aux premières heures du 7 octobre et qui a ensuite été assassinée, tout comme son mari. Dans les sept paragraphes qui suivent son introduction, il apparaît parfaitement clair que Gettleman a mordu à l'hameçon des «preuves» proposées par les responsables israéliens : *«S'appuyant en grande partie sur les preuves vidéo – qui ont été vérifiées par le New York Times – les responsables de la police israélienne ont déclaré qu'ils pensaient que Mme Abdush avait été violée et qu'elle était devenue un symbole des horreurs infligées aux femmes et aux filles israéliennes lors des attentats du 7 octobre».*

Étudions brièvement ce passage. Êtes-vous intéressé par ce que la police israélienne dit croire ? Je ne suis pas. Je ne m'intéresse jamais à ce que croient, ressentent ou, la plupart du temps, pensent les responsables occupant de telles positions : je m'intéresse à ce qu'ils savent, et ils n'ont pas dit à Gettleman qu'ils savaient quoi que ce soit. Voyez-vous l'air que ces fonctionnaires mettent entre le thème du viol et leur réputation ? De même, le Times a «vérifié» la vidéo, n'est-ce pas ? De quelle manière cela ? Qu'a-t-il vérifié exactement ? Que la vidéo existait ? Gettleman suggère-t-il que le Times a vérifié à partir de la vidéo que Abdush a été violée ? Aucune vidéo d'un cadavre n'a pu le confirmer.

Cette vidéo a une histoire étrange, pour y rester brièvement. Gettleman a écrit que le film «est devenu viral», mais il est introuvable sur Internet, et personne ne se souvient avoir qualifié Abdush de «la femme en robe noire». Il y a également une question de chronologie liée à cette vidéo, comme le rapportent le 3 janvier les analyses de Mondoweiss. Gettleman raconte le dernier message texte, avec horodatage, que Gal Abdush a envoyé à sa famille. Pendant ce temps, le mari de Abdush, Nagy, était avec elle et envoyait ses propres textes à la famille, également horodatés. Quatre minutes se sont écoulées entre le dernier message de Gal Abdush et le moment où Nagy Abdush a envoyé un message à la famille pour signaler le décès de sa femme – un message que Gettleman n'a pas mentionné. Nagy Abdush n'a fait aucune référence au viol. Il a envoyé son propre message final 44 minutes plus tard – un message mentionné dans le rapport de Gettleman.

Un ou plusieurs miliciens du Hamas ont-ils violé une femme en présence de son mari, puis, dans une séquence ou une autre, l'ont-ils assassinée et brûlée, puis assassiné le mari – le tout non pas en 44 minutes, comme le laisse entendre l'article de Gettleman, mais en quatre minutes. ? Depuis la publication de Gettleman, la famille de Abdush, visiblement en colère, l'a accusé d'avoir déformé les preuves et de les avoir manipulées au cours de son reportage. «Elle n'a pas été violée», a écrit Mira Alter, la sœur de Gal Abdush, sur les réseaux sociaux quelques jours après la publication de Gettleman. «Il n'y avait aucune preuve qu'il y avait eu un viol. Ce n'était qu'une vidéo».

C'est ainsi qu'il en est des 3700 mots que Gettleman a donnés à son enquête, qui portent également la signature de Anat Schwartz et d'Adam Sella. Il y a des témoins qui changent de version une, deux ou plusieurs fois. Il est prouvé qu'un témoin a menti dans des circonstances similaires. Il existe le témoignage d'une organisation de secours ayant des relations compromises avec l'armée israélienne et un vaste dossier de corruption largement rapporté dans les médias israéliens. Il y a un témoin qui a dit à Gettleman qu'il avait vu deux adolescentes allongées nues et seules sur le sol d'une maison, l'une d'elles avec du sperme partout dans le dos, alors qu'il a été prouvé plus tard qu'elles avaient été si gravement brûlées qu'elles étaient difficiles à identifier et qu'elles n'ont pas été retrouvées seules mais dans les bras de leur mère également brûlée.

Et ainsi de suite. Vous avez des descriptions de toutes sortes de perversités inimaginables dignes des films de série B – des miliciens jouant avec des seins coupés, des miliciens se promenant avec des brassées de têtes coupées – qui reposent sur des «témoins» dont les témoignages, étant donné la fréquence à laquelle ils changent ou ne correspondent pas à ce qui a finalement été déterminé, ne peut tout simplement pas être considéré comme stable.

Et puis il y a les déclarations officielles. Parmi les plus catégoriques, citons celle de la police israélienne, publiée après que le Times a publié «Des cris sans paroles» le 28 décembre et affirmant qu'elle n'avait trouvé aucun témoin oculaire des viols du 7 octobre et n'avait rien vu dans les reportages des médias tels que ce que le Times estime constituer une preuve de violence sexuelle systématique.

J'encourage rarement les lecteurs de cette chronique à lire le New York Times – certains, en effet, m'écrivent pour me remercier de l'avoir lu afin de ne pas avoir à le faire eux-mêmes. À cette occasion, je pense que lire les pièces de Gettleman est une bonne idée, mais seulement en parallèle avec le travail de The Grayzone. Mondoweiss, une publication américaine qui rend compte d'Israël et de la Palestine, a également réalisé un travail qui mérite d'être lu. C'est l'occasion de voir à quoi ressemble la sclérose placée à côté de la vitalité.

Blumenthal et Aaron Maté, son collègue du Grayzone, ont commencé à examiner les rapports du Times sur les violences sexuelles présumées immédiatement après la parution du premier article de Gettleman le 4 décembre. Deux jours plus tard, The Grayzone a publié un compte rendu détaillé de ZAKA, l'organisation de secours discréditée qui figurait en bonne place parmi les sources de Gettleman. Trois jours après la parution de «Des cris sans paroles» le 28 décembre, Blumenthal et Maté ont diffusé un podcast de 42 minutes exposant la longue liste d'incohérences qu'ils avaient alors identifiées. Deux semaines plus tard, le 10 janvier, The Grayzone a publié une longue lettre envoyée au Times l'exhortant à remédier aux nombreux défauts et manquements éthiques dans les articles de Gettleman. «Le rapport du Times», commençait la lettre, «est entaché de sensationnalisme, de fautes de logique et d'absence de preuves concrètes pour étayer sa conclusion radicale». Le Times est depuis resté silencieux – publiquement, sinon en interne.

Le Times n'aurait guère pu se retrouver dans une situation plus délicate à propos du désastre des «cris sans paroles» s'il avait essayé. Il semble que cela ait duré pendant la construction du discours et qu'il ait explosé comme suit dans le désordre qui se trouve maintenant devant nous.

Le malaise quant à la couverture médiatique d'Israël par le Times, à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment du Times, est une longue histoire. Des correspondants du Times dont les enfants servent dans l'armée israélienne, entretenant des relations apparemment inappropriées avec des lobbies tels que la Ligue anti-diffamation : ce genre de choses a, au fil des années, amené les critiques à s'interroger sur la proximité du journal, par rapport à sa relation avec Israël. Plus près de maintenant, des critiques soutenues avaient été formulées à l'encontre de la couverture médiatique de Gaza par le journal, émanant de la rédaction bien avant la parution de l'article de Gettleman. Un article du 26 janvier dans The Intercept, citant des sources de la rédaction, décrivait «un combat continu qui est relancé presque quotidiennement à cause de la teneur de la couverture de la guerre à Gaza par le Times».

Cela semble avoir atteint une acrimonie élevée lorsque The Daily, le premier podcast du Times, s'est impliqué. Le Quotidien est l'endroit où le journal présente ce qui est censé être ses meilleurs articles d'entreprise, comme on appelle ceux qui contiennent de nombreux reportages originaux, et il a programmé un segment basé sur «Des cris sans paroles» qui sera publié le 9 janvier. Joe Kahn, rédacteur en chef du Times, avait déjà vanté cet article dans un mémorandum interne comme étant l'un des «projets phares sur la guerre entre Israël et le Hamas» et l'avait décrit comme exécuté «de manière sensible et détaillée». Kahn a peut-être bondi avant de regarder. Les producteurs du Quotidien ont rapidement retiré le segment alors que les défauts commençaient à s'accumuler dans l'article déposé par Gettleman et ses collègues. Ils ont ensuite écrit un scénario révisé abordant certains des problèmes – en insérant des qualificatifs, a rapporté The Intercept, et en laissant largement place à la remise en question, voire au doute, de la certitude factuelle que Gettleman mentionnait dans sa prose.

Le segment révisé est désormais «en pause», quelle que soit la signification de ce terme. Cela laisse le journal effectivement coincé avec un choix de Hobson qui m'émerveille : il peut publier le segment original, prétendant que le travail discrédité reste valide, ou il peut publier le segment réécrit, discréditant ainsi le rapport Gettleman par lui-même.

Max Blumenthal pense que la crise au sein du Times reflète un profond fossé entre la salle de rédaction, où semble subsister une cohorte de journalistes consciencieux, et les échelons supérieurs de la direction, où résident les grands prêtres idéologiques du journal. Je ne suis pas entré dans le bâtiment du Times depuis plus d'une décennie, mais il existe une histoire qui soutient cette thèse. Cela remonte au moins aux années 1950, lorsque Aurthur Hays Sulzberger, en tant qu'éditeur, a signé un accord de secret avec la Central Intelligence Agency et a donné son accord tacite aux correspondants qui souhaitaient travailler pour l'agence.

Mais il faut regarder au-delà du grand bâtiment de verre de la Huitième Avenue pour saisir l'ampleur de la crise précipitée par Jeffery Gettleman. Son travail négligent, et c'est le moins qu'on puisse dire, a mis en lumière un processus qui prévaut dans l'ensemble du courant dominant. CNN, The Guardian , MSNBC, PBS, divers autres : ils ont tous suivi la même procédure en reproduisant l'histoire des «abus sexuels systématiques» telle que la leur avait racontée les Israéliens. Nous sommes désormais confrontés au pouvoir destructeur des grands médias alors qu'ils se consacrent à servir les intérêts des cliques politiques qui dirigent l'imperium et ses appendices. Face à face également avec les responsabilités qui incombent aux publications indépendantes en raison d'une corruption aussi fondamentale que celle-ci.

«Ce sont des mensonges qui tuent», a fait remarquer Blumenthal dans ce segment de Rising mentionné plus tôt, «parce que ces mensonges, fabrications, distorsions, demi-vérités et exagérations des faits sont destinés à générer un consentement politique pour l'assaut génocidaire d'Israël à Gaza. Il faut les interpeller».

Existe-t-il une façon plus vraie de faire valoir ce point ? Le Times a publié ces dernières semaines une poignée d'articles qui sont exceptionnels, du moins relativement, par leur traitement équilibré de la crise israélo-palestinienne dans toute son ampleur. Soudain, il y a une histoire qui remonte à plus de quatre mois. Soudain, les Palestiniens ont des voix qui ont des choses à dire. Soudain, ils vivent et respirent comme des êtres humains. Est-ce rare dans les pages du Times ?

J'ai été alerté de cette avalanche d'articles – on ne peut pas les lire comme une série intentionnelle – le dernier jour de janvier, lorsque Roger Cohen a publié un long rapport sur la Cisjordanie sous le titre «Nous ne sommes pas très loin d'une explosion» dans lequel le chef du bureau parisien du journal, longtemps favorable aux perspectives israéliennes, décrit la laideur vicieuse des colons israéliens fanatiques et des soldats de Tsahal qui attaquent sans cesse les habitants de Cisjordanie en essayant simplement de s'accrocher à ce qu'ils ont. C'est une œuvre émouvante.

Un jour plus tard, le Times publiait «The Road to 1948», qui consiste en un débat aux multiples facettes animé par Emily Bazelon, qui enseigne le droit à Yale. Les gens qui se parlent au cours de cette longue présentation – et Bazelon gère l'échange d'une main légère et discrète – ramènent la question Israël-Palestine au mandat britannique de 1920. Il existe ici de nombreuses perspectives, qui ne méritent pas toutes d'être approuvées. Cet article est certainement bon pour expliquer comment les Britanniques ont favorisé les organisations sionistes en tant que précurseurs d'un État alors qu'ils n'ont pas accordé un tel statut aux Palestiniens. Mais l'idée simplificatrice selon laquelle «il s'agit d'un conflit national avec des éléments religieux», ou que les colons sionistes et les Palestiniens qui arrivent ont des revendications à peu près équivalentes, me semble une glose insidieuse. Pourtant, le Times a ramené ses lecteurs d'un siècle en arrière.

Le lendemain est paru un article d'information intitulé «En Cisjordanie, les Palestiniens luttent pour s'adapter à une nouvelle réalité». Dans ce document, Yara Bayoumy et Rami Nazzal décrivent les nouvelles restrictions onéreuses que les Israéliens imposent aux déplacements des résidents de Cisjordanie depuis le 7 octobre. Dimanche dernier, le journal a publié «Portraits des Gazaouis», des photographies de Samar Abu Elouf avec des textes de Declan Walsh et Abou Elouf. Ces images me semblent un peu aseptisées, comme si elles étaient destinées à perturber les sensibilités libérales américaines mais pas assez pour les dégoûter ou les faire descendre dans la rue avec des pancartes. Assez bien, mais trop docile à côté des images qui font horreur aux tripes comme on en trouve assez facilement sur les réseaux sociaux et dans les publications indépendantes.

Mardi matin, quelque chose d'intéressant. «Ce que révèlent les vidéos des soldats israéliens : encourager la destruction et se moquer des Gazaouis», avec un petit défilé de signatures, a finalement permis au Times de publier certaines des vidéos incroyablement grossières que les soldats de Tsahal font d'eux-mêmes alors qu'ils se déchaînent dans la bande de Gaza. Pourquoi maintenant ? Il n'est pas possible d'éviter cette question, étant donné avec quelle assiduité le Times a effectivement évité ce genre de matériel jusqu'à cette semaine. Pourquoi cette série d'articles quelque peu hors de propos pour un journal qui a si longtemps été parmi les médias américains comme l'apologiste le plus influent d'Israël ?

C'est une bonne question, et je n'ai pas de réponse certaine. En regardant ce phénomène de près, ces articles publiés en urgence pourraient refléter le chaos et la colère qui règnent dans la salle de rédaction. Ces journalistes et rédacteurs dégoûtés par la couverture médiatique de Gaza et agacés par l'article de Gettleman ont-ils incité à un changement d'avis éditorial ? Peut-être. Le journal a-t-il précipité l'impression de ces articles comme une forme de contrôle des dégâts post-Gettleman ? Très probablement. Peut-être que le Times a finalement décidé qu'Israël en demandait trop. Un peu tiré par les cheveux, mais gardons cela sur la liste.

Il convient de rappeler la couverture médiatique du Times après la crise de la mosquée al-Aqsa au printemps 2021. Tout comme aujourd'hui, il avait publié de nombreux articles sympathiques aux Palestiniens et vivement critiques à l'égard du comportement des Israéliens. Mais au fil du temps, il est devenu clair qu'il ne s'agissait que d'un changement temporaire, d'une défense arrière au moment où cela était nécessaire. Trois ans plus tard, le Times nous présente Jeffrey Gettleman. En plus ça change.

Je pense à la guerre du Vietnam à la recherche d'une explication à ces pièces. Certains lecteurs se rappelleront peut-être que le Times – un journal bien différent à l'époque – a commencé à la fin des années 1960 à publier des travaux très critiques de correspondants qui se sont rapidement fait remarquer : David Halberstam, Malcolm Browne, Neil Sheehan. Dans le commerce et parmi les lecteurs, ces gens ont reçu des insignes de courage pour leur intégrité, et c'est assez juste, bien qu'ils se soient opposés à la guerre moins par principe que par un jugement partagé selon lequel les États-Unis ne pourraient pas la gagner.

J'ai longtemps pensé que la teneur de la couverture médiatique du Times sur le Vietnam avait changé parce qu'au moment où les correspondants mentionnés ci-dessus et d'autres comme eux publiaient des articles avec des dates limites de Saigon, une profonde division était apparue entre les cliques politiques à Washington et il était désormais permis d'écrire contre la folie du Pentagone en Asie du Sud-Est.

Le Times réagit-il de la même manière maintenant ? L'ambiance a changé à Washington, ou est en train de changer. Il existe une division au Capitole qui devient progressivement plus évidente. Pensez à toutes ces lettres ouvertes que des responsables américains, dont certains de haut rang, signent et font circuler pour exprimer leurs objections au soutien imprudent du régime Biden aux crimes d'une nation imprudente. Le Times, de sa manière typiquement indirecte, a-t-il écrit et envoyé sa propre lettre à travers des articles qui ne correspondent pas du tout à ce que Jeffrey Gettleman propose aux lecteurs du Times of Israël ?

The Unz Review
12 février 2024

Suite de la page (15)

longue lutte entre la société politique civile et le régime d'Ibrahim Boubacar Keita. Le système de Keita a été combattu par le peuple malien pour sa corruption, sa dépendance au néocolonialisme français et occidental et son incapacité à vaincre le terrorisme. Au Burkina Faso et au Niger, les régimes de Roch Christian Kabore et de Mohamed Bazoum ont été combattus par les sociétés civiles pour les mêmes raisons. Ce processus de résistance des peuples ouest-africains a pénétré les armées, et des forces patriotiques, révolutionnaires et panafricanistes ont ainsi émergé en même temps dans tous les corps de ces sociétés africaines.

L'Alliance est destinée à établir une nouvelle géopolitique ouest-africaine fondée sur trois principes : la souveraineté, la liberté de choix des partenaires stratégiques parmi les puissances mondiales et la défense des intérêts vitaux des peuples africains. La souveraineté est impossible sans la sécurité de ceux qui décident. La reconquête des territoires des trois pays par leurs armées est donc une priorité cruciale. En même temps, la souveraineté signifie la responsabilité des dirigeants de chaque pays devant le seul souverain, le peuple.

La diversification du partenariat signifie que les pays ne lutteront pas contre le terrorisme en Afrique tout en coopérant sur le terrain de la guerre avec les puissances occidentales. C'est pourquoi l'Alliance est profondément impliquée dans la coopération militaire, diplomatique et économique avec les plus grandes puissances du Sud ou du monde multipolaire. Il est clair que le destin de l'Alliance est de participer à la construction dynamique des BRICS, en évitant la suprématie du dollar et de l'euro.

Enfin, l'Alliance est pleinement engagée dans le dialogue interne entre les dirigeants et les peuples du Mali, du Burkina Faso et du Niger. C'est pourquoi l'Alliance s'autofinance et travaille dur pour assurer la coopération économique et culturelle, ainsi que l'intégration politique en tant que confédération d'États.

Lorsque la CEDEAO a menacé d'attaquer le Niger pour défendre le contrôle français illégitime des ressources stratégiques en uranium du pays, le Mali et le Burkina Faso se sont levés à l'unisson pour défendre leur voisin nigérien. Ils ont bien compris que les menaces qui pèsent sur le Niger sont les mêmes, enracinées dans la traite des esclaves et l'agression coloniale, ainsi que dans l'occupation néocoloniale occidentale, depuis de nombreux siècles maintenant. C'est cette mémoire profonde de la tragédie commune de l'histoire africaine qui constitue le ciment du nouveau soleil africain de la conscience et de la justice.

La différence entre la CEDEAO et l'Alliance des États du Sahel est évidente. Alors que la première a montré à maintes reprises sa dépendance à l'égard des intérêts et des puissances occidentales, la seconde œuvre ouvertement pour une Afrique souveraine et puissante, libre dans ses esprits, libre dans ses mains, et capable de façonner le renouveau de l'espoir parmi toutes les nations africaines. En même temps, nous devons nous regarder dans notre propre miroir. La partie la plus difficile de la lutte africaine au 21ème siècle est de récupérer le génie africain à travers une mémoire critique de nous-mêmes, et de garder nos yeux ouverts avec beaucoup de lucidité pour comprendre la réalité du jeu des puissances de ce monde.

***Le Dr Franklin Nyamsi** est un écrivain, conférencier, docteur en philosophie, président de l'African Freedom Institute, Bamako-Paris ; professeur de philosophie à l'Université catholique d'Afrique de l'Ouest, Bamako.

RT 13 Février 2024
Traduction Bernard Tornare
14 Février 2024

Au Sri Lanka, des travailleurs de l'habillement attaqués par l'employeur



Les travailleurs présents à la réunion du 9 février ont décidé de se mettre en grève contre la direction

Le 9 février au Sri Lanka, la direction du Sumithra Group a agressé physiquement des syndicalistes dans l'usine de Hasalaka et les a empêchés par la force d'assister à une réunion syndicale prévue ce jour-là. Le syndicat précise que les marques qui se fournissent auprès de cette société sont notamment ASDA, Superdry et Dillard's.

Le syndicat avait organisé cette réunion pour discuter de la note de la direction disant que les travailleurs qui avaient reçu des lettres d'avertissement dans le courant de l'année ne verraient pas leurs salaires augmentés et que ceux qui avaient reçu deux avertissements n'auraient pas droit à une prime. Ce syndicat est affilié à IndustriALL par l'intermédiaire du Syndicat des salariés de la zone franche et des services généraux (FTZ&GSEU).

Devant cette répression organisée par la direction, les travailleurs présents à la réunion du 9 février ont décidé de se mettre en grève. La direction a rejeté le préavis de grève et essayé de forcer les travailleurs à démissionner du syndicat.

Lorsque les travailleurs sont arrivés à l'usine, le matin du 10 février, certains ont été agressés physiquement par la direction, dont les dirigeants de la section locale, une femme ayant été grièvement blessée, puis ils ont été emmenés de force à l'intérieur pour les contraindre de signer des lettres de démission, des syndicalistes ayant même dû porte plainte à la police.

Anton Marcus, secrétaire adjoint du FTZ&GSEU, a déclaré en cette circonstance : « *Les actions de la direction de Sumithra sont une violation incontestable des droits fondamentaux des travailleurs garantis par la constitution nationale ainsi que par les conventions de l'OIT sur la liberté syndicale et le droit d'organisation et de négociation collective. Nous souhaitons poursuivre les négociations avec la direction pour autant qu'elle cesse tous actes de violence et de répression contre nos membres.* »

Pour sa part le secrétaire général d'IndustriALL, Atle Høie a souligné que : « *Le recours à la violence contre des travailleurs qui ne font qu'exercer leurs droits fondamentaux est totalement inacceptable. IndustriALL Global Union appelle le groupe Sumithra à mettre fin immédiatement à ces actes de violence et à négocier de bonne foi avec le syndicat.* »

Le groupe Sumithra est connu pour violer les droits des travailleurs. En septembre 2020, la direction a supprimé des droits fondamentaux aux travailleurs, notamment en n'assurant plus les repas et les services de transport en invoquant l'excuse du Covid-19. En plus, la direction a forcé des adhérents à démissionner de leur syndicat.

IndustriALL 15 février 2024

Il n'y a pas d'autre choix que la lutte armée (Cheikh Naïm Qassem)



Les combattants du Hezbollah libanais lors d'un exercice militaire.

Il n'y a pas d'autre choix que la lutte armée pour faire face à l'agression israélienne dans les territoires palestiniens occupés et ailleurs en Asie occidentale, a déclaré samedi 17 février le secrétaire général adjoint du Hezbollah libanais, Cheikh Naïm Qassem, lors d'une cérémonie dans le village de Ghobeiry, à l'ouest du Liban en commémoration des commandants martyrs.

«Lorsque la lutte armée est ancrée dans l'éthique et la foi et que ses adeptes sont prêts à faire des sacrifices, elle triomphera, si Dieu le veut », a-t-il indiqué.

Les combattants de la Résistance tentent de libérer l'humanité, a souligné Cheikh Naïm Qassem, ajoutant : « Une telle liberté se construira au prix de sacrifices et par altruisme. À terme, nous assisterons à l'avènement d'un Moyen-Orient indépendant, où le régime sioniste sera rayé de la carte.»

Le secrétaire général adjoint du Hezbollah a déclaré que l'opération surprise Tempête d'Al-Aqsa menée par le mouvement de résistance palestinien basé à Gaza a révélé la fragilité et la faiblesse du régime sioniste et l'a rapproché de sa chute.

Israël, au summum de ses prouesses autoproclamées, assassine des civils et des enfants et n'est pas en mesure d'affronter les combattants de la Résistance, a affirmé Cheikh Naïm Qassem, avant d'indiquer que « ceci est révélateur de sa débâcle ».

« Après plus de quatre mois, l'axe de la Résistance reste inébranlable et se bat pour infliger des pertes douloureuses dans les rangs de l'ennemi sioniste », a-t-il martelé.

Plus tard samedi, des combattants du Hezbollah ont frappé un avant-poste militaire israélien dans les territoires occupés.

Le Hezbollah poursuit ses opérations en solidarité avec les Palestiniens dans la bande de Gaza assiégée. Le mouvement s'est engagé à poursuivre ses opérations de représailles aussi longtemps que le régime poursuivra son attaque contre Gaza.

La Résistance libanaise a déclaré dans un bref communiqué avoir utilisé une roquette Falaq-1 pour bombarder directement la caserne de Branit.

PresseTv 17 Février 2024

Inde : La répression policière fait deux morts et 25 blessés



Au moins deux personnes ont été tuées et 25 autres blessées vendredi par des tirs de la police à Manipur

Les violences ont été provoquées par l'ordre de suspension émis par un policier à l'encontre d'un autre agent de la communauté Kuki, accusé d'être apparu sur les réseaux sociaux photographié aux côtés de ce qui semblait être des « criminels armés ».

Au moins deux personnes ont été tuées et 25 autres blessées vendredi par des tirs de la police à Manipur, dans le nord-est de l'Inde, lorsqu'une foule a pris d'assaut le quartier général de la police de Churachandpur et les bureaux de l'administration du district la veille.

Les violences ont été causées par l'ordre de suspension émis par un policier à l'encontre d'un autre agent de la communauté Kuki, après avoir été accusé d'être apparu sur les réseaux sociaux photographié aux côtés de ce qui semblait être des « criminels armés », un fait qualifié par ses supérieurs de « très une infraction grave car il s'agit d'un membre d'une force disciplinée.

Quelque temps plus tard, vers 19h30 (heure locale), plusieurs centaines de personnes ont fait irruption dans le bureau du chef de la police du district pour exiger la révocation de l'ordre. Au cours des manifestations, les bureaux d'autres chefs civils et policiers du district ont été violés et pillés, et plusieurs véhicules appartenant aux forces de sécurité ont également été incendiés.

Le ministère de l'Intérieur a reconnu qu'*« il existe un danger imminent de pertes de vies humaines et de dommages aux biens publics ou privés, ainsi que de perturbations généralisées de la tranquillité publique et de l'harmonie communautaire en raison de documents incendiaires et de fausses rumeurs »*.

Des sources officielles ont fait état de la mort de plus de 200 personnes en raison d'actes de violence ethnique à Manipur depuis mai de l'année dernière, dont 21 au cours des 45 derniers jours.

TéléSUR 18 février 2024

Incertitude sur le sort des médecins cubains enlevés au Kenya

Le ministre de la Santé Publique, José Ángel Portal Miranda, a déclaré samedi que Cuba est en communication avec le Kenya et la Somalie pour confirmer l'état des médecins Landy Rodríguez et Assel Herrera, suite à des informations sur leur mort présumée.

Lors d'une conférence de presse, il a expliqué que les autorités de l'île ont communiqué directement avec les familles des médecins à la suite d'informations publiées par des sources non officielles sur leur mort présumée dans un attentat à la bombe le 15 février.

Il a déclaré que lorsque de plus amples informations seront disponibles sur cet événement malheureux, les familles des professionnels de la santé et le peuple cubain seront immédiatement informés.

Il a rappelé que depuis avril 2019, lorsque les médecins ont été enlevés alors qu'ils effectuaient leur mission médicale dans la ville kényane de Mandera par le groupe somalien Al-Shabaab, le gouvernement cubain a déployé de grands efforts pour leur retour.

Samedi, le président cubain Miguel Díaz-Canel a exprimé sa solidarité avec les familles des médecins. Sur son compte X, le président a clairement indiqué que le pays travaillait

suite à la page(19)






Depuis avril 2019, les deux médecins cubains ont été enlevés alors qu'ils effectuaient leur mission médicale dans la ville kényane de Mandera

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack – 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TRAVEL SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

Rassemblement pour Julian Assange



Kim Ives, journaliste à Haïti Liberté



Margaret Ratner Kunstler, avocate des droits civiques



Le rassemblement a eu lieu au consulat britannique à Manhattan.



La journaliste Katie Halper du podcast The Katie Halper Show



Par Kim Ives

Le 20 février 2024, *Haïti Liberté* s'est exprimé lors du rassemblement à New York pour réclamer la liberté du journaliste emprisonné Julian Assange. Le rassemblement d'une heure a eu lieu au consulat britannique, à l'angle de la 47e rue E. et de la 2e avenue à Manhattan.

Les 20 et 21 février, un tribunal britannique entendra le dernier appel d'Assange contre son extradition vers les États-Unis. S'il n'est pas accordé, il sera transporté par avion à Washington, DC, où il sera jugé par un tribunal fantoche. Un verdict de culpabilité est une fatalité.

« Il mourra s'il perd son appel », a déclaré son épouse, Stella Assange.

« Nous sommes arrivés au moment de vérité pour le champion de la vérité », a déclaré Kim Ives, journaliste à *Haïti Liberté*, lors du rassemblement. « Julian Assange, le journaliste le plus important de notre époque, risque d'être mis à mort. »

Margaret Ratner Kunstler, avocate des droits civiques qui a travaillé avec WikiLeaks, Margaret Kimberley, rédactrice en chef de *Black Agenda Report*, Randy Credico, animateur radio WBAI d'Assange Countdown, la journaliste Katie Halper du podcast *The Katie Halper Show,* et Marty Goodman, de Stand With Assange NY et Socialist Action, ont également pris la parole.

Des dizaines de rassemblements similaires à celui de New York ont eu lieu dans le monde le 20 février, reflétant l'ampleur et la profondeur du mouvement de défense de Julian Assange, dont le seul crime est celui de faire un journalisme véridique et efficace.

Suite de la page (18)

d'arrache-pied avec les autorités internationales pour faire la lumière sur cet incident.

Cuba ne perd pas espoir de les retrouver vivants. Nous le ferons tant qu'il n'y aura pas de confirmation officielle de leur mort", a déclaré le président. Selon le compte Telegram du groupe Al-Shabaab, les médecins de l'île ont été tués lors d'une attaque de drone américain dans la ville de Jilib, dans la région du Bas-Juba.

Halqabsi New media rappelle que le Commandement américain pour l'Afrique a indiqué avoir mené une frappe aérienne contre Al-Shabaab le 9 février dans la zone de Yaaq Dabeyl, dans la région du Bas-Juba, tuant deux militants.

Bolivar Infos
18 Février 2024